

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

L'Union Sacrée...

sollicitée par les communistes !

« Le Parti communiste se déclare prêt à prendre toutes ses responsabilités dans un gouvernement renforcé et constitué à l'image du Front populaire, pour le salut de la France, de la démocratie et de la paix. »

(Communiqué du groupe parlementaire et du Comité Central du P.C.).

LA C.N.T. parle aux Parisiens, ce vendredi

La logique russe de la tyrannie

Après Zinoviev, Kamarev et Smirnov, après Mouralov, avant Yagoda, avant Boukharine et Rykov, le « maréchal de l'U.R.S.S. » Toukhatchevski et sept autres grands chefs de l'armée rouge ont été exécutés à Moscou comme espions allemands.

Pas de comédie judiciaire et « démocratique », cette fois.

Sauf Putna, ex-attaché militaire à Londres, emprisonné l'été dernier, tous les membres de la nouvelle fournée ont été — pour autant qu'on le sache — arrêtés, « jugés » et gués en trois jours.

Célérité et laconisme record.

Tout le drame — de l'arrestation et du « jugement » à l'exécution, en passant par les « aveux » rituels d'espionnage et de sabotage militaire — a tenu en quelques lignes de communiqués officiels.

En quelques semaines des « chefs aimés de la glorieuse armée rouge, fille chérie du peuple », des « héros soviétiques » couverts de galons et de décorations, sont devenus des « chiens et des vipères fascistes ».

Les voix qui clamaient leur gloire et les portaient aux nues, claironnent leur abjection.

Des quatre coins de la Russie, les « résolutions » pleuvent, hurlant à la mort, roulant les cadavres dans l'ordure chauvine.

Le monde est avisé que l'élite du haut commandement russe était composée de « traîtres à la patrie » et d'espions allemands.

Bien entendu, l'Humanité joint sa voix à ce concert d'aboiements. Bien entendu, Le Populaire qui en pince toujours pour l'alliance des « pays démocratiques » (comme la Russie, où pas un socialiste déclaré n'échappe à la prison ou à la tombe) contre le « fascisme international », publie sans commentaire, les communiqués russes.

Pourtant devant un fait aussi exorbitant, l'opinion s'interroge, les ouvriers dont le bon sens résiste au bourrage de crâne « communiste » et ne se satisfait pas du silence de Ponce-Pilate du parti socialiste s'inquiètent. Comment expliquer cela ? Que croire ? Que penser ?

La grande presse habituée à romancer grossièrement de façon « sensationnelle » les événements politiques, la grande presse rédigée par les tacheurs ignares et plus ignares, s'il est possible, de la réalité russe que de toute autre réalité, ne leur offre que des schémas feuilletonnesques sur le « Napoléon rouge », « l'Angine de poitrine de Staline », les luttes de personnes et d'influences qui se livrent autour du dictateur et dont le dictateur est prisonnier.

Tout cela n'a — est-il besoin de le dire ? — nul rapport avec une réalité qui ne semble mystérieuse (du moins dans ses grandes lignes) que quand on ne la situe pas.

L'exécution des grands chefs militaires russes sous prétexte d'espionnage ne s'explique pas par les menées bonapartistes de feu Toukhatchevski, ou par la folie furieuse de Staline qui, tel Ivan le Terrible à la fin de son règne, serait pris du besoin bestial de massacrer ses courtisans.

Elle ne s'explique pas non plus par des querelles de personnes ou de rivalités de clans parmi les chefs de l'armée rouge.

JEAN BERNIER.
(La suite en 6^e page.)

Dépêchez-vous ceux qui en veulent

15.000 billets sont partis cette semaine. Nous n'en possédons plus que 13.000. Dans huit jours nous en manquerons.

Et deux mois à peine ont suffi à cet effort.

Nous avons reçu plus de 100 tableaux. Et les dons nous parviennent encore.

Nous ne sommes pas certains aujourd'hui que l'exposition de ces peintures commence le 26 juin. Nous serons sans doute obligés d'en reculer l'ouverture de quelques jours.

Nous vous fixerons irrévocablement là-dessus, camarades, la semaine prochaine. De même quant à la date à laquelle la fête et le tirage de la tombola auront lieu.

SEBASTIEN FAURE.

et particulièrement aux compagnons dans ce journal

VALENCE, 14 Juin 1937

Camarades,

La calomnie qui, à travers le monde, s'acharne contre la C.N.T. atteint aujourd'hui le maximum.

Nous voulons y mettre un terme. Et, dans cette intention, des orateurs de la C.N.T. vont, parcourant toutes les capitales, faire les mises au point nécessaires et prononcer les paroles de raison.

Nous commençons par Paris où vendredi, 18 courant, Federica MONTSENY et Garcia OLIVER feront en notre nom des déclarations qui confondront nos pires adversaires.

Camarades !

Depuis bientôt une année nous nous efforçons d'accomplir de grandes choses. De vaincre sur plusieurs fronts : à l'avant contre le fascisme, à l'arrière pour les réalisations sociales.

Nous ne sortons pas toujours victorieux des durs combats au cours desquels les syndicalistes font preuve d'une belle vaillance. Nous essayons parfois de cuisants échecs.

Nous avons quand même confiance. Confiance aux militants et au prolétariat espagnols.

Nous sommes sûrs de l'emporter : de l'emporter contre Franco, de l'emporter contre une bourgeoisie bêtement rétrograde et des politiciens fourbes et sans aveu.

Pourvu, surtout, que le prolétariat international nous aide ; que les compagnons syndicalistes et anarchistes du monde entier agissent pour nous avec bienveillance, intelligence et fermeté.

LE COMITÉ NATIONAL DE LA C. N. T.

La C. N. T. peut compter sur nous

On peut ne pas être complètement d'accord avec la C.N.T. quant aux positions qu'elle a prises, en Espagne, par rapport à différents problèmes ; on peut critiquer certains de ses militants dont on n'approuve pas certaines actions ou déclarations, mais quand la C.N.T., se dressant contre un monde d'ennemis, en appelle à la solidarité du prolétariat international et à celle, plus effective, de tous les anarchistes, il serait bête et criminel de faire état de divergences pour boudier devant l'action.

C'est avec émotion que nous avons lu l'appel du Comité National de la C.N.T.

Celui-ci peut compter sur notre dévouement à sa cause.

Nous sommes certains d'être les interprètes de tous les anarchistes de ce pays, de tous les lecteurs de ce journal, en déclarant que, pour la C.N.T., ils agiront toujours avec bienveillance, intelligence et fermeté.

Et demain, vendredi, le Vél' d'Hiv' sera plein à craquer grâce au concours actif de tous les anars de Paris.

L'UNION ANARCHISTE, LE COMITE POUR L'ESPAGNE LIBRE, LE LIBERTAIRE.

Nota. — Pour assurer un service d'ordre impeccable, les camarades sont invités à se présenter nombreux, de 18 h. 30 à 19 heures, rue Nélaton, dernière porte du Vélodrome d'Hiver.

Chantage parlementaire

Nous apprenons en dernière heure l'attitude équivoque des communistes dans les débats de la Chambre.

Il est certain que le gouvernement Blum joue la dernière carte de la capitulation.

L'Humanité annonce en manchette mercredi matin : « Pleins pouvoirs pour frapper les Banques, nous en sommes. Pleins pouvoirs pour frapper les pauvres, nous n'en sommes plus ».

Les conseillers financiers Rueff et Rist sont débarqués. Leur départ annonce la fin de l'économie libérale à laquelle Blum s'était rattaché lors de la dernière panique financière.

Il se résout à réclamer de la Chambre les pleins pouvoirs, non plus pour anéantir la spéculation, mais pour essayer une nouvelle expérience économique, en vase clos.

Cette expérience suivant les saines traditions de l'économie réactionnaire prévoit l'équilibre du budget, c'est-à-dire le renforcement des charges fiscales frappant les travailleurs.

Très habilement, le groupe communiste annonce dès mardi son abstention au vote et fait des propositions non déguisées de participation ministérielle. Pourtant, mercredi matin (à la suite de quels maquignonnages ?), il se rallie au projet Blum, trahissant une fois de plus les intérêts immédiats des travailleurs.

De plus en plus l'élément droitier du Front populaire précise ses positions, et la « gauche » file le train. Le Parti communiste tremblant de voir la bourgeoisie française dénouer les liens qui l'unissent au militarisme soviétique défilant, menace socialistes et radicaux de l'ogre ouvrier et de la défection communiste sur le plan parlementaire.

Le chantage durera-t-il longtemps ? Socialistes et communistes parviendront-ils à se lier organiquement pour offrir de commun accord le mouvement révolutionnaire ouvrier à la réaction radicale.

Seule une politique de classe peut redresser ce tournant. Aux ouvriers de comprendre que ni socialistes, ni communistes ne peuvent tenter cet effort. Aux syndicats de comprendre que la vague de mécontentement qui va suivre une nouvelle grande pénitence ne peut souffrir la direction de ceux qui, au Parlement, trahissent constamment la volonté de liberté et de bien-être des travailleurs.

LECTEURS, PRENEZ NOTE

...qu'à partir de ce numéro

« Le Libertaire » est vendu

60 centimes

L'armée rouge

Le maréchal Toukhatchevski et toute une brochette de généraux appartenant à l'Armée rouge dont l'U.R.S.S. est si fière ont été condamnés à mort et exécutés dès le lendemain.

Le fait, en soi, n'a rien qui nous étonne : nous avons pris l'habitude de voir défiler, périodiquement et à un rythme de plus en plus accéléré, les charrettes qui conduisent à la mort les fonctionnaires militaires ou civils, si haut placés qu'ils soient, dont le tzar rouge entend se débarrasser.

Nous ne sommes pas non plus surpris de la constante répétition des mêmes accusations suivies des mêmes aveux.

Que, sur le procès lui-même, aucun détail ne soit parvenu à notre connaissance ; que les autorités refusent sèchement de donner à l'opinion publique le moindre renseignement touchant les opérations judiciaires : procédure, instruction, interrogatoire, défense, il importe peu : ces procédés étranges ne nous causent nulle stupeur.

Quand il est question des « choses de Russie », il est sage de s'attendre à tout.

Les « charrettes » se suivent : chacune porte quelques victimes de marque.

Les condamnés à mort sont des personnages importants. La veille encore, ils occupaient, dans la hiérarchie soviétique, des postes élevés. Ils sont, ceux-là, nommément désignés, parce que, d'une part, leur disparition ne pourrait pas rester inaperçue et parce que, d'autre part, le châtiement su-

prême qui leur est infligé est la preuve que nul, s'il témoigne de quelque hostilité, voire de simple tiédeur à l'égard du Régime, ne sera épargné.

L'exécution des « grands coupables » est un avertissement public et retentissant donné à ceux qui, de situation plus modeste, de notoriété moins grande et de responsabilité plus limitée, seraient tentés de se mettre dans le même cas qu'eux.

**

Dans le « paradis soviétique », le nombre des mécontents augmente de jour en jour et il ne saurait en être autrement : depuis la prise du Pouvoir dictatorial par le Parti bolchevique, la masse ouvrière et paysanne a tout accepté, subi, souffert, encaissé.

Déclarations solennelles, engagements sacrés, annonces de réalisations imminentes et grandioses, promesses d'une transformation sociale aussi proche que possible, devant compenser largement les sacrifices consentis, tels que : labeur écrasant, salaires insuffisants, discipline de fer, opposition prohibée, répression farouche.

Ce n'est pas tout.

Illusions, mirages, mystifications, parades, mises en scène théâtrales, cérémonies imposantes, manifestations et démonstrations publiques, toutes ces mascarades destinées à gorger une multitude, aussi ignorante que gobeuse, aussi passive que terrorisée, de la saoulerie des spectacles impressionnants et des espoirs fantastiques ; bref, tous les trucs — les plus démodés et les plus nouveaux — ont été, depuis des années, savamment et astucieusement exploités : histoire de stabiliser et de consolider le régime de la Dictature, en entretenant la confiance mystique des masses dans le coup de baguette magique qui transformera la misère en bien-être et l'esclavage en liberté.

Un examen minutieux et impartial de tout ce qui a été entrepris, poursuivi et accompli par les nouveaux maîtres de la Russie, depuis les mémorables journées d'octobre 1917 jusqu'à nos jours, met en lumière la trop réelle exactitude de ce raccourci historique.

Mais nous sommes en 1937 : vingt années nous séparent des journées d'Octobre ; la Révolution russe est devenue majeure. Et, las d'attendre que soient — enfin ! — réalisées les merveilles toujours promises et toujours ajournées, les paysans et les ouvriers au nom desquels Staline et sa clique exercent la Dictature sont pris, peu à peu, d'une impatience compréhensible ; ils ressentent une irritation croissante et, en dépit de l'étroite et constante surveillance à laquelle ils sont soumis, ils manifestent un esprit de révolte de plus en plus menaçant.

Dans le pays du « génial et bien-aimé » Staline, le nombre des déçus et des mécontents ne se compte plus. Ceux-là, on les arrête le plus discrètement possible.

Sont-ils, ensuite, jetés en prison et y sont-ils oubliés ? Sont-ils déportés, envoyés en Sibérie ou dans les îles, ou exécutés ? On n'en sait rien. Ils disparaissent : un point, c'est tout ; et le compte des parents ou des amis qui s'aviseraient de se mettre à leur recherche serait vite réglé.

Car, dans la Patrie du soi-disant Communisme, la vermine mouchardière pullule. Shires et policiers sont tout puissants. Ils font ce qui leur convient et sont dispensés de toute justification. Qu'ils agissent sur ordre ou de leur propre mouvement, ils n'ont point à se gêner, car ils se savent non seulement convertis et assurés de l'impunité mais encore approuvés d'avance, félicités et encouragés dans leur ville besogne.

La délation, en U.R.S.S., est élevée à la hauteur d'un principe ; moucharder est un devoir civique. Toute personne qui connaît un adversaire du stalinisme et ne le dénonce pas s'expose à être accusée de complicité.

Quelle abomination !

**

On n'a pas manqué de nous dire que tous les accusés ont fait l'aveu de leurs crimes. Ils se sont, paraît-il, tous proclamés espions et traîtres au service d'un Gouvernement étranger. Ils ont reconnu avoir systématiquement fourni les renseignements permettant des actes de sabotage, dans le but de saper la puissance de l'Armée rouge et de préparer sa défaite en cas d'attaque militaire contre l'U.R.S.S.

Tous ont cyniquement confessé qu'ils avaient pour but le débâclement de l'Union Soviétique et le retour au Pouvoir des capitalistes et des propriétaires fonciers.

Il est étrange, il est, peut-on dire, invraisemblable que, dans tous les procès de ce genre, intentés aux saboteurs civils et aux traîtres militaires, les accusés se soient, d'une voix unanime, proclamés coupables des faits portés à leur charge et l'on a peine à admettre la possibilité d'une unanimité aussi singulière.

Admettons, cependant, cette unanimité et admettons aussi que ces aveux sont conformes à la vérité.

Dans ce cas, que peut-on raisonnablement

Les chômeurs veulent obtenir satisfaction

Camarades, que pensez-vous de la situation qui nous est faite ?

Depuis combien de temps déjà réclamons-nous l'exonération de nos loyers. Qu'ont fait les pouvoirs publics, les députés, les conseillers généraux et les autres ?

L'Union des Comités avait projeté des meetings en collaboration avec la Fédération des locataires. Nous voici à un mois du terme.

Vous connaissez ce qui nous est réservé : le retour au droit commun, les feuilles bleues tombent sur notre dos et de notre part, aucune réaction.

Le travail nous préoccupe, certes, mais beaucoup d'entre nous, lorsqu'ils ont trouvé un emploi, hésitent à le prendre parce qu'ils doivent à leur proboc plusieurs termes et aussitôt le travail repris, l'huissier leur tombe sur le dos.

Je voudrais vous demander, camarades chômeurs, si vous êtes vraiment conscients ? Vous vous souvenez tous que les députés nous ont fait des promesses, et quelles promesses ! La question des loyers était au premier plan. Aujourd'hui, que reste-t-il ? Rien ! Plus d'expulsion, mais nous voyons souvent des tentatives et selon les localités, les chômeurs sont à la merci d'un fil, commissaire de police, l'arbitre d'un préfet, non moins l'arbitre d'un ministre de l'Intérieur. On prétend en haut-lieu que la majorité de la Chambre est d'accord avec cette revendication, mais que le Sénat est réfractaire.

Mais n'y a-t-il pas au Sénat des sénateurs Front populaire et si ces vieilles badernes sont vraiment réfractaires, le jour où nous le voudrions, les vieux guignols seront bien obligés de céder à notre pression.

Si nos camarades des usines ont obtenu satisfaction l'an dernier, ce n'est que grâce à leur cohésion. Pour nous chômeurs, il n'en sera de même que le jour où nous le voudrions bien.

Mais pour cela, il faudrait que nos dirigeants de l'Union ne prennent pas les directives des partis politiques. Chômeurs, unissons-nous et à ce moment-là, demandons à Françon, Delfosse et les autres de faire la politique des chômeurs et non celle du P.C. ou du P.S. Demandons-leur aussi de ne pas entraver davantage la marche du mouvement chômeur. Car malgré leurs déclarations, ils ne font rien pour faire aboutir nos revendications. Et aussi un peu plus de démocratie ! Lorsqu'un Comité ou un Secteur ont choisi leur bureau, respectez les décisions, car elles émanent de la base et pour nous, seul cela peut compter. Nous ne voulons plus vivre cette vie de misère. Nous exigeons de nos dirigeants qu'on nous permette de vivre par notre travail et non pas par des aumônes.

Les chômeurs ne doivent compter que sur eux-mêmes.

Camarades chômeurs, voulez-vous essayer de

comprendre, sinon ne vous plaignez plus : vous n'auriez que ce que vous méritez !

A. Reboisson.

penser à tout ce qui nous a été narré et rabâché sur l'Armée rouge ?

Armée pas comme les autres, armée dont tous les éléments, des maréchaux aux simples soldats, sont animés d'une foi communiste à toute épreuve, dont tous les cœurs débordent d'un indéfectible attachement au Régime bolchevique ; armée magnifique, dont les cadres comme les troupes ne songent qu'à repousser les attaques qui, soit de l'intérieur, soit de l'extérieur, viseraient au renversement du Gouvernement auquel « la confiance et l'amour du prolétariat des villes et des campagnes ont confié la mission de sauvegarder les conquêtes révolutionnaires et le soin d'édifier le Communisme ».

Et voici que les voix et les plumes les plus autorisées à parler et à écrire au nom du Gouvernement de Moscou et de l'Internationale Communiste nous affirment que cette incomparable Armée, cette Armée modèle, cette Armée unique au monde, cette Armée invincible que le traité franco-soviétique associe à la glorieuse, à l'imbattable Armée française, a pour chefs suprêmes un ramassis de vendus, d'espions et de traîtres.

Pouah !..

**

Une observation, pour finir : il ne s'agit point, ici, d'une de ces calomnies auxquelles se livrent journellement, contre ceux qui les combattent, les hommes du Kremlin et leurs agents à l'extérieur.

Accusations précises et aveux explicites : les faits sont acquis.

C'est une légende qui f... le camp. Ce n'est pas la première et ce ne sera pas la dernière.

Le jour viendra — pour nous il est venu depuis longtemps — où s'écroulera la légende tout entière du « Paradis Soviétique ».

Alors, à la lumière éclatante de la réalité, apparaîtra, aux yeux de tous, masqué, tombé, le vrai visage du pays de la Dictature ouvrière et paysanne.

SEBASTIEN FAURE.

Entre « confrères »!!!

Je n'étais pas le dernier étonné lors d'un récent meeting pour l'amnistie où Roger Monclin avait accepté de participer de voir celui-ci faire une furtive apparition dans la salle, puis s'éclipser sans prendre la parole ni motiver autrement auprès des organisateurs cette subite abstention. J'avais supposé tout d'abord qu'une indisposition passagère était la cause de cette défaillance ! (Il faisait si chaud, et tout le monde ne peut pas boire des demis pour se rafraîchir !), quand j'apprends nouvelle surprise, que mes écarts de langage à l'égard de certains journalistes ont à ce point indigné Monclin qu'il s'est refusé à s'associer à cette « comédie ». Et il consacre une colonne et demie dans la *Patrie Humaine* à mon « exécution » en des termes qui me font douter des sentiments d'amitié dont je le croyais animé à mon égard. Enfin, il était dit que je n'étais pas encore au bout de mes étonnements, c'est la *Patrie Humaine*, journal dont je prenais il y a quinze jours le parti dans ces colonnes, et qui d'ordinaire répugne à toutes ces petites polémiques de personnalités qui n'hésite pas à sacrifier une importante place à une modeste personne et à se faire l'écho de petites appréciations déso-

bligeantes qui sont monnaie courante entre ceux que le hasard met en avant, mais qui entre gens sérieux, ne dépassent jamais les coulisses.

Inutile de le dire, je ne prétends pas utiliser cette tribune pour répondre à Monclin avec un pareil choix d'adjectifs quant à sa personnalité. Aussi bien, il nous sera plus profitable de me tenir aux reproches qui furent faits à mon discours en tant que fond, laissant à des critiques plus avertis le soin de juger la forme.

Voilà donc de quoi il s'agit. Ayant à parler pour l'amnistie et contre les bagnes en général et ceux d'enfants en particulier, j'ai mis en doute la sincérité de deux journalistes spécialisés dans ces questions, MM. Alexis Danan et Henri Danjou. J'ai souligné qu'ils étaient des écrivains — bourgeois (pouvais-je à leur égard employer le mot « militant »), que M. Alexis Danan était à Paris-Soir le « préposé aux larmes » chargé de contenter la clientèle sensible et que M. Henri Danjou « faisait » dans les atrocités du bagne, après bien d'autres, et exactement comme d'autres font la vie privée des vedettes, les enquêtes sur la prostitution, (ça s'intitule à ce moment : « L'Enfer de l'Amour ») ou bien encore, aux époques du « pardon », la grande misère des Terrenuevas. On m'objecte qu'ils sont d'honnêtes hommes, humains et sensibles, je ne le conteste pas, il y a tant de gens sensibles ! Ce qui est plus rare, ce sont ceux dont l'écœurement résiste aux propositions dans la Légion d'honneur !

Or donc, je suis accusé de m'être couvert de « ridicule » en refusant de me découvrir devant ces héros, « Don Quichotte », de la feuille imprimée. Il aurait fallu que je tresse des couronnes à ces reporters d'autant plus méritants qu'ils ont « l'oreille de la grande foule ». Et qu'est-ce qu'il en a fait de la grande foule. M. Alexis Danan ? Après avoir pour la centième fois dénoncé le scandale des bagnes d'enfants et provoqué un mouvement d'opinion dont sa notoriété a recueilli l'immédiat profit, n'a-t-il pas crié à l'honnête homme lorsque le ridicule Marc Rucart a joué en petit comité la comédie des menottes ? Ne sait-il pas, ce généreux envoyé spécial que déjà et à chaque fois que le public s'est ému en pareil cas semblables mesures ont été prises ? Que des ministres avant Marc Rucart avaient déjà réduit les jours de cellules et retardé des avancements dans l'Administration ? Que ce qu'il faut, ce que tout le monde veut, ce que la grande foule est prête à exiger pour peu qu'on l'y pousse, c'est la suppression des maisons de correction ? L'y-a-t-il poussée, M. Alexis Danan ? A-t-il crié au trompe-l'œil, à l'escroquerie, à la « soupe de sûreté » devant les concessions faites à l'opinion et momentanément ? Nous n'avons point eu d'écho de ses protestations. Et la « grande foule », à la demande de M. Alexis Danan a entonné la louange de Marc Rucart, ministre au cœur droit, à l'intelligence claire et aux instincts généreux.

Quant à M. Henri Danjou qui décrit avec force détail les misères du bagne, sur quels condamnés attire-t-il l'attention du « grand public » ? Sur Barataud, sur Laget, sur Davin, sur les « tueurs de la Villette ». A-t-il consacré un article, même un simple entrefilet à Eliacin Vezian, par exemple ? Las de narrer l'expiation des assassins de la mercurie, relate-t-il les souffrances de Vezian, odieusement martyrisé par l'Etat-major ?

Et puis, tout de même, il y a des relatifs même dans la torture, et quand un Henri Danjou dépeint les atrocités du bagne au moment où « gouvernementalement » il faut en justifier la suppression, j'ai le droit de le traiter de « fumiste ». Car s'il faut être opportuniste pour une fois, je dis tout net que dans les circonstances actuelles, je suis « contre la suppression du bagne ».

Oui, tout, Cayenne, les îles, avec le soleil, les requins et la vermine, tout plutôt que ce qui remplace, la réclusion perpétuelle, dans la cellule humide, le travail sous la cagoule et le silence prématuré du tombeau. Et je regrette sur ce point d'opposer à Monclin un avis qui vaut bien celui d'un journaliste en mal de copie, celui des forcés eux-mêmes qui tentèrent de se révolter à l'île de Ré quand on leur apprit quel serait leur sort désormais.

Enfin quoi qu'il en soit, voilà toute la genèse de ce différend qu'il eût peut-être été plus indiqué de régler à la tribune, amicalement et en permettant aux copains présents de donner leur avis, que d'en prendre prétexte pour imprimer sur mon compte des commentaires dépréciateurs, et équivoques. Mais, et comme il nous l'a dit, Monclin qui méprise la foule, dédaigne aussi l'éloquence dont il nie l'efficacité révolutionnaire. Il est évident en effet qu'une révolution ne se fait pas en un meeting. Mais qu'il me permette de préférer l'éloquence, même avec ses démagogues, ses coups de « casque » et ses demis « bien tirés » à la sensiblerie à tant la ligne, au pseudo-scepticisme en chambre et aux calembours approximatifs.

MAURICE DOUTREAU.



ENFIN, LES RICHES VONT PAYER !

TOURNANTS



Les nouvelles mesures fiscales de M. Vincent Auriol vont en filer un sacré coup aux deux cents familles. Qu'on en juge : augmentation du capital ordinaire et du scapital, majoration des taxes sur le gaz et l'électricité, relèvement des tarifs des chemins de fer, hausse sur les timbres, le téléphone, etc.

Allons, la vie s'annonce belle !

Entre nous, cette rentrée d'argent était nécessaire pour les dépenses occasionnées par les armements, la préparation militaire de la jeunesse et les crédits envisagés par le Front populaire pour l'érection d'un monument à Poincaré !

□ □ □

LES INTOXIQUES



Le « Franc Parleur » de l'Echo de Paris nous apporte au sujet de l'Expo l'agréable nouvelle suivante :

« ... Quant aux Allemands qui employaient à leur pavillon une main-d'œuvre exclusivement germanique, ils constataient avec inquiétude qu'au contact de nos cégétistes, leurs ouvriers travaillaient moins et devenaient de « mauvaises têtes ». On vit alors ceci : rappelés immédiatement par ordre de Berlin et remplacés sur-le-champ par d'autres travailleurs d'outre-Rhin, ces brebis galeuses furent dirigées sur un camp de concentration où elles font une cure de désintoxication... »

Après les manifestations du pavillon italien, les bâtimement allemands — que l'on disait pourtant les plus rebelles à notre propagande syndicale — sont touchés à leur tour.

La mystique du chef, du « dieu » Hitler est-elle donc si fragile qu'un souffle de liberté l'endommage ?

Quand le bâtiment ne va plus...

□ □ □

JE SUIS UN EVADE



Cette fois-ci, la police fasciste du César de Carnavalet vient de ramasser une belle tape !..

Le gouvernement de Mussolini avait obtenu du gouvernement de Panama l'extradition d'un antifasciste italien, Leonardo Morello. Celui-ci fut donc embarqué à bord du *Cellini*, à destination de Trieste. Or, alors que le navire faisait escale à Marseille, une dizaine d'hommes se prétendant dockers montèrent à bord, et bousculant le matelot de garde, rendirent la liberté à Leonardo Morello. Les recherches entreprises tant contre ce dernier que contre ses libérateurs sont restées infructueuses. Nous applaudissons de tout cœur à cette évasion sans prendre la peine de pleurer sur le sort du commandant du *Cellini* dont l'avancement paraît bien compromis !

□ □ □

VAUTEL-LE-LACHE



M. Vautel-le-lâche n'est pas content, et il saisit le prétexte du défilé de Briand pour lâcher sa bile et cafarder selon sa louable habitude. « M. Daladier, une ligue superpacifiste à dissoudre ! Ce sont des gens qui, en aucun cas, ne veulent défendre leur pays ! »

M. Vautel ajoute que les pacifistes sont des « poires ». Pas tant que les anciens et futurs combattants ! Et nous n'hésitons pas à redire à M. Vautel que nous nous foutons de l'honneur national comme d'imposer le respect de notre patrie. Et ce n'est pas à M. Vautel, vieille ganache qu'on déculotte publiquement, et qui, sans réagir, se laisse traiter de lâche en pleine audience, qu'il revient de donner des leçons de dignité !

□ □ □

LES « REALISTES »



Dans la Tribune des Fonctionnaires, une enquête est ouverte sous le titre : *La Bourse doit devenir un service public*.

On croit rêver, mais c'est bien le reflet d'une conception réformiste que défendent les fameux réalistes de la C.C.T.

Le plus fort, c'est qu'après la fameuse expérience appliquée à la Banque de France — qui devait devenir la Banque de la France — et qui se termina par le retour de tous les hommes de paille de la finance à la tête de l'établissement, nos bons planistes n'ont pas perdu leurs illusions.

C'est toujours les révolutionnaires qui restent les utopistes, les anarchistes qui demeurent des illuminés.

Le fin du fin consistant pour ces messieurs à mettre au service de vagues changements de personnel l'énorme masse de syndiqués et de réduire l'action prolétarienne à tirer les sonnettes ministérielles.

Incroyables sont les bobards que le P. C. parvient à faire avaler à ses adhérents.

Lors d'une réunion faite à la Ferté-sous-Jouarre, un brave militant de base du Parti vint porter la contradiction aux copains de l'U.A. et de la J.A.C. Il leur reproche notamment de ne pas se préoccuper suffisamment des classes moyennes et d'effrayer certaines couches de ces classes par une propagande révolutionnaire trop brutale.

Pour étayer sa thèse (?), il cita l'exemple des petits rentiers, proches, d'après lui, des travailleurs.

Les rentiers, capitalistes fainéants, improductifs, inutiles pour les intérêts desquels il faudrait sacrifier toute politique sociale révolutionnaire !

Pauvre Karl Marx, à quelle sauce ne te met-on pas ?

□ □ □

ENTRE AUTRES



Le Lib a signalé la mort du petit Ferrer, il n'est pas inutile de rappeler dans quelles circonstances il fut blessé lors de l'attaque de San-Quiteria, sur le front d'Aragon, blessure qui devait l'amener à Barcelone, où il fut assassiné par les staliniens.

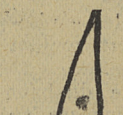
En avril dernier, les milices confédérales attaquent la position de San Quiteria, dans le secteur d'Huesca, et parvinrent à l'occuper, forçant les fascistes à battre en retraite.

Aussitôt, l'aviation rebelle fit son apparition, les délégués téléphonèrent aux aviateurs soviétiques de venir à leur rencontre. Ils essayèrent un refus net. Et c'est ainsi que quarante avions allemands vinrent pilonner les positions confédérales. Douze cents miliciens restèrent sur le terrain. Le Groupe International fut une fois de plus anéanti. La retraite s'effectua dans des conditions épouvantables.

Le chef de l'escadille russe fut appelé par Caballero qui lui reprocha son attitude. Mais déjà Caballero était condamné et l'affaire en resta là.

□ □ □

PATRIE SOVIETIQUE



Le pavillon de l'U.R.S.S. — pays du socialisme — est achevé.

Tous les journaux ont publié des articles admiratifs et tarifiés — même *Demain*, l'hebdomadaire de Jacques de la Brède.

Ce que beaucoup ignorent, c'est que le bâtiment est soigneusement gardé par quinze hommes — jour et nuit — et que, de plus, ces gardiens sont membres de l'Association pour le retour à la patrie, c'est-à-dire des éléments de l'émigration blanche qui cherchent à rentrer en U.R.S.S. en léchant les pieds de Staline.

Beau symbole : la patrie soviétique défendue par des blancs.

□ □ □

NOS FRERES COMMUNISTES !



A propos de l'attitude équivoque du groupe parlementaire communiste à la délégation des gauches, le numéro spécial du *Populaire* publie l'information suivante :

« On n'avait pas été sans remarquer que, contrairement à leur attitude précédente, ils n'avaient pas accordé dans leur journal, aux intrigues de la réaction et de la banque contre le cabinet, l'importance habituelle. Ils semblaient même vouloir les minimiser. Et cette attitude ne laissait pas de surprendre. »

D'autre part, on notait, aussi, que le journal *Le Soir* avait pris contre les projets gouvernementaux une position de brutale hostilité, allant même jusqu'à donner à ses lecteurs des informations erronées quant aux intentions ministérielles.

Sa présentation des projets et les commentaires qu'il en faisait n'avaient rien à envier à l'*Intransigeant*. »

Oh ! qu'en termes galants, ces choses-là sont dites !

Les camarades de la base n'ont-ils rien à ajouter à ces gentillesse diplomatiques ?

Décidément l'unité organique est en bonne voie.

Les romanichels.

D'actualité

« Dès que ses amis sont au Pouvoir, l'optimiste déclare qu'il faut laisser aller les choses, ne pas trop se hâter et savoir se contenter de ce que leur suggère leur bonne volonté. Les illusions d'une plate philosophie et l'amour-propre peuvent contribuer plus que l'intérêt à lui faire prononcer des paroles de satisfaction. Il passe avec une remarquable facilité de la colère révolutionnaire au pacifisme social le plus ridicule. »

Georges SOREL.

Pour le «Lib» à 8 pages

Trois numéros du *Libertaire* sur quatre, sont sortis avec 8 pages. Nous voulons le faire paraître chaque semaine.

Pour cela, nous avons besoin du concours de tous.

Il dépend de vous, amis lecteurs, que cela se réalise. ABONNEZ-VOUS, FAITES-NOUS DES ABONNÉS. VERSEZ VOTRE OBOLE A LA SOUSCRIPTION PERMANENTE !

BULLETIN D'ABONNEMENT

FRANCE

62 Nos .. 22 fr.

26 Nos .. 11 fr.

Chèque postal : 50666 André, Paris 187-78

9, rue de Bondy (109)

Téléphone : BOTZARIS 62-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de

à partir du pour la somme de

dont je vous envoie le montant.

au

«LIBERTAIRE»

SIGNATURE :

Nom (.....) 193

Ville (.....)

(4) Ecrire très lisiblement.

Adresse (.....)

Département (.....)

Un témoignage vécu

Quatre mois en Catalogne

III

Dans mon dernier article, au cours duquel je citais certaines attaques subies par nos camarades de la C.N.T.-F.A.I. de la part de leurs « alliés » antifascistes (et ce en violation du **Pacte d'unité révolutionnaire**, signé cependant par l'U.G.T., le P.S.U.C., la C.N.T. et la F.A.I. le 22 octobre 1936), j'ai omis de mentionner des manifestations très caractéristiques : celles de femmes qui protestaient violemment contre la cherté évidente du coût de la vie... et qui en rendaient seules responsables : la C.N.T. et la F.A.I. On en devine aisément l'inspiration communiste.

Au reste, par une propagande insidieuse de chaque jour, une partie de l'opinion publique intéressée ou péchant par ignorance, prêtait une oreille complaisante, complice des agissements de ceux qui estimant la puissance réelle de la C.N.T.-F.A.I. trop déterminante et de nature à éclipser celle de toutes les autres organisations réunies, voulaient tout simplement ruiner l'immense crédit moral dont jouissaient depuis juillet 1936 auprès des masses nos camarades espagnols.

Vers la fin du mois de mars, j'eus l'occasion de me rendre compte de l'espèce d'animadversion manifestée à l'égard de la C.N.T. et plus particulièrement de la F.A.I., par une partie du public barcelonais.

On entendait, ce jour-là, un garde d'assaut. Le cortège, qui était immense, comprenait de nombreuses délégations de fonctionnaires et des forces de police. Et cette nombreuse assistance rendait évidemment la circulation des tramways difficile, sinon impossible.

Un camarade waitman, dont le tramway qu'il conduisait, se trouvait arrêté par le cortège, crut devoir crier, alors que de nombreux gardes d'assaut défilaient porteurs de fusils : « Toutes les armes au Front ! » En un clin d'œil, le tram fut prit d'assaut par les gardes qui rouèrent de coups notre malheureux camarade, qui devait mourir une quinzaine plus tard des blessures reçues.

Nous étant approché et enquis de la nature du rassemblement où l'on commentait cet incident, l'on me répondit que quelqu'un de la F. A. I. venait de tirer sur des gardes d'assaut !

Ce fait suggestif, prodrome des événements du début de mai à Barcelone, devait précisément se renouveler à l'occasion de la tentative d'occupation par la force et sans préavis de la Telefonica, dont la gestion était assurée par un personnel technique adhérant partie à la C. N. T. et à la U. G. T.

Les 300 gardes d'assaut amenés sur place par Rodriguez Salas, commissaire général à l'ordre public, et membre influent du Parti Communiste de Catalogne (P. S. U. C.) tirèrent sur les camarades postiers qui refusaient de remettre le Central téléphonique aux mains de R. Salas.

Le bruit se répandit, ensuite, évidemment chez les adversaires de nos amis, que les hommes de la F. A. I. avaient tenté de prendre d'assaut le Central téléphonique !

On comprendra après cela, d'autant mieux l'immense manœuvre tentée à l'occasion des jours tragiques du début de mai à Barcelone, par la presse bourgeoise et communiste, épaulée par l'ambassadeur d'Espagne à Paris, le señor Arasquistan, affirmant que la révolte de Barcelone « était le fait des forces anarchistes conjuguées avec celles d'éléments fascistes ». Brochant sur le tout, le communiqué de l'ambassade espagnole à Paris (communiqué publié par la presse française, depuis celle de droite jusqu'à l'Humanité et le Populaire) précisait même qu'en certains endroits l'émotion monarchiste avait été hissée par les émeutiers !

Ayant eu le triste privilège d'assister à ces douloureux événements, j'affirme que M. Araquistain a sciemment tronqué la vérité, en baptisant drapeaux monarchistes les bannières rouge et noir qui flottaient sur les nombreux immeubles tenus et défendus par les anarchistes...

Parmi les manœuvres de tous genres et de tous styles esquissées ou tentées contre la F. A. I. et la C. N. T., je citerai rapidement celles qui ont abouti à la crise politique du gouvernement de la Généralité, en mars-avril et qui dura trois semaines.

Les communistes de Catalogne, en la per-

sonne de Comorera (et non Juan Consorera comme on me l'a fait dire dans le dernier n° du **Libertaire**) suscitèrent à dessein les pires difficultés.

Appuyés par le consul russe de Barcelone, — dont l'immixtion et les interventions dans les affaires publiques de Catalogne ne se comptent plus — les communistes remettaient tout en question. Toutes les conquêtes ou réalisations révolutionnaires étaient matière à discussion et servaient de base à leurs continuelles critiques : ordre intérieur, police et patrouilles de contrôle, partiellement entre les mains de nos camarades anarchistes, furent longtemps prétexte à d'irritantes manœuvres. Il était visible que les communistes voulaient provoquer les anarchistes à une sorte de coup de force, qui les discréditeraient... et permettrait peut-être leur éviction de la scène politique dont ils étaient les principaux acteurs.

Conjointement à ces « subtiles » manœuvres, les communistes et leurs alliés publiaient dans leur presse d'odieuses attaques contre les vaillants défenseurs du front d'Aragon, où plus de vingt mille de nos camarades de la C. N. T.-F. A. I. sont sous les armes. Dans son numéro du 6 avril **Las Noticias**, organe paraissant sous le contrôle du P. S. U. C. et de l'U. G. T., publia en manchette que : **Le seul front paresseux, c'est le front d'Aragon**

On juge de l'émotion de nos camarades qui, sur ce front même, enregistrèrent souvent de cruelles pertes. Secteur du front délaissé en connaissance de cause et de propos délibéré par le gouvernement de Valence, encouragé qu'il était par le mutisme coupable de la Généralité de Catalogne. Nous savons cependant, que malgré le peu de moyens offensifs dont disposaient nos camarades du front d'Aragon, de sérieuses attaques contre les rebelles furent tentées par nos vaillants amis espagnols, aidés par la colonne internationale, attaques qui, on le verra plus loin, furent très souvent contrecarrées au lieu d'être encouragées, par ceux-là même, qui vitupéraient tant la « mollesse » du front d'Aragon.

Je tiens de source sûre qu'en novembre 1936, dans le secteur commandé par Carlos Rosselli, (qui vient si tragiquement à succomber sous les coups d'assauts fascistes) et qui commandait alors la colonne italienne de la division Ascaso, une attaque était imminente.

Avant d'attaquer les rebelles, Carlos Rosselli demanda 500 hommes de renfort et des munitions au commandant général, colonel Villalba, à Barbastro. Sur l'assurance du colonel Villalba que les renforts étaient en route ainsi que les munitions indispensables pour mener l'attaque à bonne fin, C. Rosselli donna l'ordre d'attaquer Almuñécar. Les miliciens réussirent à entrer dans la ville, mais les renforts n'ayant pas été envoyés bien que **formellement promis**, les miliciens manquant de munitions, furent obligés de reculer...

Ne recevant point de renfort, Rosselli s'entendit avec le commandant du secteur voisin afin que celui-ci attaque ou fasse attaquer par ses troupes une maison dont la position stratégique était tenue par les miliciens et qui protégeait le flanc des troupes de Rosselli. Il fut convenu que si la position prise un grand feu serait allumé. Voyant un peu plus tard les flammes de loin, Rosselli prudent tint à s'assurer

si la maison était bien prise, et le demanda expressément par téléphone. On lui répondit affirmativement : or ce n'était pas vrai.

Le commandant de ce secteur était un communiste ! Les responsables de cette trahison, qui coûta la vie à de nombreux miliciens ne furent même pas inquiétés... Eceurés, Rosselli démissionna.

Plus récemment, en avril, des faits similaires se produisirent lors de l'attaque de Carascal.

Après une préparation d'artillerie aidée par l'aviation, on donna, à 7 heures, l'ordre d'attaquer. L'ordre fut également transmis à l'aviation d'avoir à venir soutenir l'attaque des miliciens. L'attaque fut déclenchée... mais aucun avion ne se montra. Il n'y avait, paraît-il, tout d'abord aucun avion de prêt. Il fut répondu, ensuite, qu'on manquait de pilotes. Cependant que Valence avait formellement promis d'envoyer des avions !

A la suite de cela, on eut à enregistrer plus de mille morts et blessés, dont 500 blessés graves furent soignés à l'hôpital d'Apiepe.

On fit retomber sur les miliciens Italiens la responsabilité de cet échec, les traitant de lâches, eux qui avaient participé aux attaques de Quinto, Almudévar, et du cimetière d'Huesca !

A peu près à la même époque, les miliciens de la colonne Kropotkine attaquèrent et prirent Santa Quiteria après huit heures de dures luttes. Mais l'aviation russe quitta le front... et les rebelles contre-attaquèrent aidés par 40 avions rebelles qui arrosèrent de mitraille les miliciens, bombardement qui occasionna 1.200 morts.

Mis au courant de la dualité entre le chef de l'aviation du front d'Aragon, et le chef de l'aviation générale, Caballero, ministre de la Guerre, protesta contre ces tristes agissements.

Les communistes — toujours eux — devaient un peu plus tard, se venger du manque de souplesse de Caballero en le faisant débarquer.

LUCIEN HAUSSARD.

Le plenum anarchiste international

Le Congrès international anarchiste prévu pour le 10 juillet étant repoussé à une date ultérieure, la Commission administrative de l'U. A. avait proposé au Comité péninsulaire de la F. A. I. une conférence internationale dans le plus bref délai pour obtenir de nos camarades espagnols des explications sur la politique de la F. A. I. et envisager le problème de la propagande et des rapports anarchistes sur le plan international.

Ce plenum était prévu pour le 13 juin à Barcelone. Dans un prochain numéro, nous tiendrons nos camarades au courant des discussions et des décisions prises.

L'ordre du jour proposé par le Comité péninsulaire de la F. A. I. est le suivant :

- 1° Rapport du Comité péninsulaire de la F. A. I. sur les événements révolutionnaires en Espagne, et particulièrement sur les derniers événements de Mai en Catalogne ;
- 2° Discussion de ce rapport ;
- 3° Enseignement des expériences espagnoles pour le mouvement anarchiste international ;
- 4° La lutte contre le fascisme. Position envers les partis politiques et front unique ;
- 5° Le mouvement anarchiste international en face de la révolution espagnole.

DIMANCHE 4 JUILLET 1937

dans le magnifique parc municipal de LIVRY-GARGAN

GRANDE FÊTE CHAMPÊTRE

organisée par

L'UNION ANARCHISTE ET LA JEUNESSE ANARCHISTE-COMMUNISTE

au profit du « Libertaire » et pour l'aide aux Révolutionnaires d'Espagne

Que tous les camarades retiennent cette date pour être présents.

Grand concert — Jeux — Bal — Exposition sur la Révolution espagnole

Ravitaillement sur place

Le mouvement ouvrier pendant la guerre (1)

Avec quelque retard, nous présentons à nos camarades le livre de Rosmer intitulé : **« Le mouvement ouvrier pendant la guerre »**. Il n'est point de lecture plus nécessaire dans un moment où la menace d'un nouveau conflit impérialiste pèse sur nous. L'étude des conditions dans lesquelles se produisit, en 1914, la faillite des partis et de la C.G.T. est d'un puissant intérêt, si douloureuse et humiliante qu'elle soit. Il ne sert à rien de fermer les yeux sur cette réalité ; si nous pouvons pardonner aux hommes leurs défaillances, il ne nous est pas permis de les taire et de ne pas dénoncer l'abominable escroquerie que constituait la guerre du **Droit** et de la **Civilisation**. Ce à quoi nous devons nous unir, c'est à ce devoir d'autant plus urgent que les mêmes mensonges tendent à se répandre aujourd'hui sous le couvert d'une idéologie à peine différente. D'aucuns envisagent de pourfendre le fascisme mussolinien ou hitlérien comme les combattants de 1914 prétendaient abattre le militarisme prussien. C'est encore à la pointe des baïonnettes — pour reprendre l'expression d'un homme politique — qu'on veut rendre la liberté au peuple allemand. La claire notion de l'internationalisme prolétarien s'obscurcit et l'on voit d'importantes fractions de

l'opinion ouvrière accepter l'éventualité d'une nouvelle guerre et, en attendant, souscrire à une politique de surarmement en vue d'une prétendue défense nationale.

Les socialistes et les syndicalistes qui, en 1914, acceptèrent de faire la guerre, crurent, eux aussi qu'elle ne serait pas une guerre comme les autres et qu'ils allaient combattre, enfin ! non pas pour le compte de l'impérialisme, mais pour le triomphe d'un idéal. Eux aussi croyaient, en abattant le despotisme germanique, faire la guerre à la guerre. Rapidement ils furent désabusés et ils comprirent qu'une fois encore on les avait appelés à combattre et à mourir pour une cause qui n'était pas la leur. Les néo-patriotes d'aujourd'hui veulent-ils faire la même douloureuse expérience ? Ne comprennent-ils pas quelle équivoque mortelle se cache sous des formules à peine rajoutées ou se laisse prendre leur bonne foi ? Ne voient-ils pas qu'en croyant combattre pour la démocratie, pour la liberté, pour la patrie, ils seront sacrifiés une fois encore aux intérêts de l'impérialisme français ? N'aperçoivent-ils pas, derrière la guerre apparente des idéologies — fascisme, démocratie — le conflit profond, les contradictions fondamentales des appétits capitalistes ? Qu'ils lisent alors l'admirable ouvrage de Rosmer où ils compren-

dront qu'une guerre étrangère, quel que soit le vocabulaire dont on la baptise est toujours une défaite du prolétariat. « Au déclenchement de la guerre, écrit l'auteur, quand les armées belligérantes sont encore à peine assemblées, il y a déjà un vaincu, c'est la classe ouvrière ».

Nous n'entreprendrions pas de résumer cet ouvrage ni même de donner une idée de la richesse de sa documentation. Rosmer, le plus souvent se contente de laisser parler les faits. Il rappelle opportunément telle résolution de congrès, tel article ; tel manifeste de l'enseignement se dégage des textes pour ainsi dire de lui-même. La méthode d'exposition consiste à suivre jour par jour, heure par heure, les conditions dans lesquelles se réalise la faillite totale du mouvement ouvrier.

A vingt-trois ans de distance l'événement garde toute sa valeur dramatique ; il nous émeut comme s'il nous était donné de revivre ces minutes d'angoisse et de honte qui préludèrent au gigantesque massacre et qui le permirent. Il faut lire et relire ces pages, pénétrer dans ces consciences de militants, suivre le cœur battant la manifestation organisée par la C.G.T. sur les boulevards le lundi 27 juillet, assister à la réunion du Comité Confédéral, découvrir l'action du gouvernement qui travaille à rendre la guerre inévitable et, dans la coulisse, manœuvre les chefs socialistes et syndicalistes, use tour à tour de la contrainte et du libéralisme, menace et rassure. Il n'est point de tragédie plus poignante. Elle se conclut par un assassinat, celui de Jaurès, et par une débandade. Le 2 août 1914 est le premier jour de la mobilisation disent les affiches. La C.G.T. s'est rendue. **La Bataille Syndi-**

caliste, qui, deux jours auparavant, rappelait la résolution de 1911 : « A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent, sans délai, répondre par la grève générale », s'est rendue elle aussi. Elle ne maudissait pas la guerre, mais l'Empereur d'Autriche. Nuançe. Il n'y a plus rien de ce mouvement ouvrier qui, pendant des années avait clamé sa volonté farouche de s'opposer à tout prix à la guerre. La non-exécution du carnet B., suprême habileté du futur traitre Malvy, à eu raison des dernières résistances. Il n'y a plus que de pauvres hommes affolés, hurlant des **Marseillaises** agressives, abandonnés à leurs plus sales instincts, pillant les boutiques « boches » ou emplantant de leur ivresse héroïque le wagon à bestiaux qui les emporte vers les champs de carnage de Charleroi ou de Morhanges.

Il faut être reconnaissant à Rosmer d'avoir ressuscité ces heures, si douloureuses qu'elles soient. Hélas ! elles devaient être suivies de bien d'autres non moins honteuses. On ne peut demander à des militants même à un secrétaire général de la C.G.T. qui, assurément n'en avait pas la vocation, d'être des héros. Ce que nous reprochons aux responsables du parti socialiste et de la C.G.T. — et nous ne le ferons jamais avec assez de vigueur — c'est d'avoir accepté, d'avoir sollicité souvent, d'être les complices des assassins. Ils pouvaient au moins se taire et se cacher. Ils préférèrent vendre leur plume et leur parole et parader au côté des membres du gouvernement. Ils appelèrent cette dégradation l'Union Sacrée. Ils se prostituèrent jusqu'à la nausée avec une fureur dans l'aplatissement et dans l'hypocrisie qui

Les crimes des totalitaires

L'assassinat des frères Rosselli

de l'ignoble pantin qui sévit sur la malheureuse Italie.

C'est vers celui-ci, vers ses officines de mercenaires en France qu'il faut s'orienter pour connaître les véritables assassins des frères Rosselli, au lieu de prêter l'oreille aux insultantes diversions tendant à introduire des responsabilités anarchistes catalanes dans l'assassinat, ou bien à saïr la mémoire de Carlo Rosselli, fervent militant de la cause antifasciste, en lui prêtant le dessein de se réconcilier avec le bourreau-géolier Mussolini.

Il faut avoir la duplicité et le bas servilisme du traître Giannini, directeur du « Merlo », dégoutant larbin de plume de Mussolini, pour tenter cette abominable manœuvre.

Soucieux de rendre un hommage mérité à ces deux nouvelles victimes du fascisme, « Le Libertaire » salue la mémoire de Carlo et Nello Rosselli et assure leurs compagnes et leur mère de la sympathie fraternelle des anarchistes dans le malheur qui les frappe.

Contre une lâche tentative

De nombreux anarchistes italiens sûrs d'être les interprètes de tous les camarades d'Italie et de l'émigration, protestent avec indignation contre la presse, lâche et vendue italienne et étrangère, qui cherche en vain, par des diversions grotesques et perfides, à embrouiller les responsabilités ayant trait à l'assassinat atroce des frères Carlo et Nello Rosselli et à reconstituer pour elle-même un alibi commode qui lui permette de couvrir sa complicité évidente avec les auteurs du crime.

Cette page qu'elle vient d'écrire à cette occasion témoigne une fois de plus des méthodes infâmes auxquelles ont recouru habituellement les soi-disant journalistes au service de l'OVRA.

C. Rosselli a joué toujours dans tous les milieux anarchistes de la sympathie la plus large, la plus sincère et la plus méritée. Et il fallait vraiment la mauvaise foi effrontée des fascistes pour inventer les calomnies immondes qui ont été si abondamment répandues ces jours-ci.

Les soumissionnaires adressent aux familles si affreusement éprouvées et aux amis de « Giustizia e Libertà » l'expression de leurs condoléances fraternelles.

Pour un groupe de camarades de l'émigration italienne : CREMONINI BERNARD

A LA MAIRIE DE BARCELONE

La municipalisation en échec

Autour de la municipalisation la polémique engagée dans la presse a désorienté l'opinion publique.

La minorité municipale de la C.N.T. désirent éclaircir la question, veut rendre publique, une fois de plus sa position face au thème de toutes les discussions.

Quand la minorité du P.S.U.C. présente au Comité permanent une proposition dans le sens de municipaliser les industries urbaines, tous les secteurs antifascistes représentés au Conseil, fixent leur position et à l'unanimité, l'on se mit d'accord contre le P.S.U.C. que lesdits services ne pourraient être municipalisés que si les ouvriers qui les contrôlaient étaient d'accord pour la municipalisation.

D'accord avec la loi municipale de Catalogne du 3 mars 1937 qui dit que seuls pourront être municipalisés les industries ou services qui en aient manifesté le désir et d'accord avec le décret du Conseiller aux finances de la Généralité de Catalogne du 12-2-37, la Mairie de Barcelone ne pouvait voter autre chose.

Le Syndicat Unique des Transports et Communications de la C.N.T. qui est l'organisme responsable qui contrôle et administre les services urbains de la ville, n'est pas partisan, pour le moment, de la municipalisation pour différentes raisons qui renforcent sa position.

Nous, les représentants de la C.N.T. à la Mairie n'agissons jamais contre les intérêts des travailleurs, et tous les secteurs coincident sur ce point, sauf le P.S.U.C. ; ceci

moins encore quand ces travailleurs luttent pour la collectivité, ce qui est le cas de nos camarades.

Quand les services urbains de Barcelone étaient exploités par des entreprises capitalistes, ils produisaient seulement à la mairie sept cent mille pesetas ; aux mains des travailleurs, c'est quinze cent mille.

Le coût de la vie a monté partout, mais les ouvriers n'ont pas voulu augmenter les transports quoiqu'ils travaillent plus de quarante-huit heures et gagnent moins que leurs camarades d'autres industries.

Les frais d'exploitations des tramways ont augmenté, en raison d'améliorations accordées à la collectivité, de 5.500.000 pesetas par an ; de plus il faut compter 1 million 200.000 pesetas pour augmentation du matériel, et 400.000 pesetas en plus pour l'électricité dépensée.

Les camarades des tramways ont remis le 15 août, pour les miliciens, 82.606 pesetas. Les lignes 37 et 38 ont réduit les tarifs jusqu'à rendre gratuit le service des écoliers, sur lequel les capitalistes gagnaient de l'argent.

Et chaque mois depuis août, nos camarades ont versé pour les milices et hôpitaux de soixante-dix à quatre-vingt mille pesetas.

Pour toutes ces raisons la minorité de la C.N.T. à la mairie s'est opposée à la municipalisation.

Au contraire, nous pensons que les loyers doivent être municipalisés sans retard, dans l'intérêt du prolétariat. M. GERMAIN.

nous laisse encore stupéfaits. Il fallait mentir, mentir à tout prix et constamment. Et les dirigeants socialistes et syndicalistes s'y employaient avec une virtuosité et un bonheur qui leur valurent, en plus d'un Occident, les éloges d'un Barrès ou d'un Bourget. Rosmer publie là-dessus des textes et des déclarations qu'il faut connaître si l'on veut savoir jusqu'où peut aller l'imposture de ces hommes promus à la dignité d'agents du pouvoir et de pourvoyeurs de charniers. La plupart d'entre eux sombrèrent dans le chauvinisme le plus stupide, exaltant les chefs militaires et civils en dépit de leur imbecillité, participant au bourrage de crânes, se refusant à rentrer en relation avec les socialistes des pays neutres, dénonçant les efforts des pacifistes qui essayaient, au prix d'énormes difficultés, de rassembler les membres écartelés de l'Internationale. L'Humanité devint la sentinelle du nationalisme le plus abject : on y consacrait des colonnes à entretenir la haine du Boche. La **Bataille Syndicaliste** suivit, enchaînée, justifia les positions de guerre du Comité Confédéral, condamna toute renouveau de la lutte de classe puis ayant achevé sa triste besogne, disparut dans les éblouissements d'une escroquerie. Et l'on ne cite que pour mémoire la **Guerre Sociale** où Hervé lui aussi faisait sa guerre ou le **Bonnet Rouge** dont les accointances avec le Ministère de l'Intérieur furent plus tard dévoilées. L'auteur, avec un grand luxe de détails nous conduit pas à pas dans ce quartier général de la Trahison où, comme dans l'autre, régnaient des patriotes qui savaient faire la guerre avec la peau des autres...

(à suivre).

M. G.

(1) Un fort volume en vente au « Libertaire », 10, rue de la République, Paris.

L A « Révolution Proletarienne » publie, sous la signature de Louzon, dans son numéro du 10 juin, une étude qui ne peut passer inaperçue.

Avec une netteté admirable, des arguments irréfutables, un esprit critique des plus clairs, Louzon vient de faire une analyse merveilleuse de la semaine sanglante de Catalogne.

Nous voulons que tous nos lecteurs la connaissent, et c'est avec un très grand plaisir que nous la reproduisons ici.

Le 24 février 1848, le peuple de Paris était maître de la ville, il venait de battre l'armée régulière, il avait des armes, il était la force.

Force à laquelle ne pouvait tenter de s'opposer le gouvernement bourgeois issu de la Révolution que le peuple avait faite ; il lui fallait, pour le moins, composer avec lui : les hommes du peuple, le socialiste Louis Blanc et l'ouvrier Albert furent admis à faire partie du gouvernement.

Dès ce moment, la bourgeoisie républicaine n'a qu'une pensée : mater cette force ouvrière qu'elle a dû subir. Pour cela, il lui faut à elle-même une force : elle crée la garde mobile ; avec tous les chenapans paresseux ou incapables, désireux de vivre sans rien faire, comme il en pullule dans les grandes villes, elle crée la « garde mobile », garde mercenaire qu'elle paie grassement.

Cela fait, elle se sent en mesure d'affronter les ouvriers parisiens. Au début de mai, en l'espace de quelques jours, les provocations se succèdent : Louis Blanc, Albert, tous les partisans de la « République Sociale », ayant rempli leur rôle de boudier de la bourgeoisie durant le temps où elle se trouvait sans force, sont écartés du gouvernement, — on interdit l'accès de la Chambre aux députés populaires, — le gouvernement proclame qu'il « saura maintenir avec vigueur et partout la tranquillité menacée ».

Ces mesures atteignent leur but.

Le 15 mai, le peuple de Paris répond en faisant entendre de force sa parole à la Chambre. Celle-ci est envahie ; l'assemblée est déclarée dissoute ; un nouveau gouvernement, un gouvernement ouvrier, est proclamé à l'Hôtel de Ville.

Mais le gouvernement bourgeois fait appel à ses séides. La garde mobile, appuyée par les plus courageux des gardes nationaux des alentours de l'Hôtel de Ville. Les deux forces sont face à face. Il va y avoir bataille ? — Non. — A peine quelques coups de feu ici et là, et sans autrement insister, les ouvriers quittent l'Hôtel de Ville, le gouvernement bourgeois redevient l'unique gouvernement.

Aussitôt, Albert, Barbès, Raspail, Blanqui, etc., sont arrêtés. La contre-révolution bourgeoise commence. Elle devait avoir son épilogue le mois suivant avec les terribles « journées de juin ». A la suite d'une nouvelle provocation, la dissolution des ateliers nationaux, les ouvriers parisiens se lèvent à nouveau ; cette fois, entre les travailleurs en armes et les gardes mobiles, c'est une lutte acharnée, une lutte à mort, durant laquelle 10.000 ouvriers trouvent la mort, et qui se termine par la défaite du prolétariat.

Le souvenir de ce 15 mai parisien vient inévitablement à l'esprit devant les journées barcelonaises des 4, 5 et 6 mai dernier.

LES POINTS DE RESEMBLANCE

Le 19 juillet 1936, le peuple de Barcelone et de Madrid bat les militaires soulevés, il s'empare des armes, il est la force.

Impossible de s'opposer à lui puisqu'il reste à peu près la seule force armée de l'Espagne républicaine. Il faut donc composer avec lui. En conséquence, la bourgeoisie républicaine lui laisse organiser son propre pouvoir, en marge et sous le couvert des anciennes institutions politiques bourgeoises que d'un commun accord on laisse comme façade.

Puis, plus tard, la bourgeoisie sollicite la participation des représentants ouvriers à cette façade ; elle demande, exige même presque, l'entrée des Louis Blanc et des Albert au gouvernement, l'entrée des députés de la C.N.T. au gouvernement de la Généralité de Catalogne d'abord, puis, au moment du plus grand péril, au gouvernement central.

Mais, en même temps, tout comme le gouvernement provisoire de 48, les gouvernements de Madrid et de Barcelone, qui ont eu soin de conserver entre les mains des plus bourgeois de leurs membres, le ministère fondamental : celui de la Police, s'arment.

Les quelques forces gouvernementales restées, le 19 juillet, fidèles à la République, avaient été fortement contaminées par l'esprit révolutionnaire durant les journées où ouvriers et gardes d'assaut avaient ensemble fait le coup de feu. Il faut donc d'abord que l'Etat « reprenne en mains » sa police. Pour cela, la séparer le plus possible de la classe ouvrière, l'enfermer dans ses casernes, lui redonner un uniforme, lui réapprendre le pas de parade, et surtout susciter le plus possible d'incidents entre elle et le prolétariat, notamment avec la police particulière de celui-ci (1). Préparation psychologique.

En outre : préparation matérielle. Le nombre des gardes d'assaut est considérablement augmenté (surtout par le gouvernement central), et, tandis qu'on refuse aux troupes de certains fronts des armes modernes, tandis que celles-ci doivent se contenter d'anciens fusils arrachés aux

troupes factieuses le 19 juillet, les nouveaux gardes d'assaut sont munis des armes les plus récentes et les plus perfectionnées.

Fin avril, ces préparatifs sont suffisamment poussés pour que la bourgeoisie se puisse croire en mesure de livrer bataille : elle a une force à opposer à la force ouvrière.

Les provocations commencent donc. C'est d'abord une circulaire des derniers jours d'avril par laquelle les autorités du ministère catalan de l'Ordre public interdisent tout contrôle de la voie publique par les comités ouvriers et ordonnent le désarmement des délégués de ces comités qui s'y livraient.

Dès que cette circulaire arrive à la connaissance des travailleurs, ceux-ci prennent les devants : trois nuits de suite, ils s'installent aux points stratégiques de Barcelone et, en fait d'être désarmés, ce sont eux qui désarment les forces policières gouvernementales : 250 gardes nationaux et d'assaut.

Cela d'ailleurs s'est passé sans bruit, à l'insu même de la ville. La première provocation est donc un fiasco total ; il faut en trouver une autre.

C'est alors l'attentat de la Telefonica. Donc, le 19 juillet, le service des téléphones (2) est assuré, comme tous les autres services publics, par les syndicats, en l'espèce le syndicat de la C.N.T. et celui de l'U.G.T.

Comme tous les autres services publics, le téléphone, sous le nouveau régime, marche très bien ; personne n'a à s'en plaindre. D'autre part, les rapports administratifs ou autres avec le gouvernement sont très corrects ; pas d'incidents ; c'est précisément ce qu'il faut, la provocation n'en sera que plus provocante.

Donc, le 3 mai, au beau milieu de la journée, agissant sur l'ordre du ministre de l'Intérieur de la Généralité, le bourgeois Ayguade, représentant de l'Esquerra catalane au sein du gouvernement, le stalinien Roger Salas, commissaire de l'Ordre public, envahit, à la tête de plusieurs camions de gardes d'assaut, le Central téléphonique de Barcelone situé en plein centre de la ville, sur la place de Catalogne, l'équivalent de notre place de l'Opéra.

Il envahit, ou, plutôt, il tente d'envahir. Car, après qu'il s'est emparé, par surprise, des premiers étages, la résistance s'organise dans les étages supérieurs, et les forces policières bourgeois-staliniennes doivent abandonner la partie.

Mais l'effet cherché est obtenu.

Tout Barcelone est en émoi. Il est manifeste que cette attaque de la Telefonica, la tentative d'expulser les travailleurs de la garde et de la direction d'un service public, n'est que le début d'une tentative d'expropriation généralisée des travailleurs, une tentative pour leur enlever tout ce qu'ils ont conquis depuis le 19 juillet : les usines, les ateliers, les champs repris aux capitalistes et qu'ils font maintenant marcher pour leur propre compte, sous leur propre direction.

En conséquence, spontanément, tout le monde prend les armes en cette fin de journée et durant la nuit qui suit. Tout le monde. D'un côté, les ouvriers. De l'autre côté : 1° Les forces policières gouvernementales, tout au moins celles qui le veulent et le peuvent (une partie seulement des gardes d'assaut et des gardes nationaux, mais la totalité des « mozos », gardes spéciaux de la Généralité recrutés spécialement parmi les catalanistes) ; 2° Les membres de l'Etat Catala, parti nettement fasciste, qui appartient à la coalition soi-disant « antifasciste » uniquement parce qu'il est séparatiste catalan, ce qui l'oppose nettement aux fascistes de Madrid ; 3° Servant de cadres au tout, les membres du parti dit « communiste ».

Après deux jours de combat, les obligations des comités régionaux de la C.N.T. et de la F.A.I. font cesser le feu ouvrier ; durant une troisième journée, les forces bourgeois-staliniennes continuent à tirer sur des gens qui, disciplinés, ont cessé de se défendre, et les tuent. (Ce fut la journée des plus grosses pertes du côté ouvrier). Enfin, la lutte, même du côté policier, finit par s'arrêter. Il y a, en tout, 500 tués et un nombre considérable de blessés.

Manifestement, la bataille cependant n'a pas été poussée à fond. Aucun des deux partis ne s'est emparé des positions de l'autre. On s'est arrêté, comme à Paris au 15 mai, parce qu'on a voulu s'arrêter. Mais, tout comme au 15 mai, le fossé entre les classes, jusque-là tant bien que mal masqué, s'est affirmé. Et aussitôt, de même qu'au 15 mai, la contre-révolution commence. Dans les villages, la terreur blanche, sous la protection de la police, s'installe. A Barcelone, de nombreux militants ouvriers ont été arrêtés et restent arrêtés ; des enquêtes sont ouvertes pour permettre d'en arrêter d'autres ; des perquisitions ont lieu au siège d'organisations ouvrières ; on suspend des journaux et on soumet les autres à une censure impitoyable et ouverte ; une partie : toute critique contre le gouvernement entraîne la déclaration officielle, la suspension sine die du journal qui l'aura publiée ; les organes de la C.N.T. ont l'interdiction d'annoncer leurs morts et de convoquer à leur enterrement ; on y censure toute critique à l'égard du parti communiste, tandis qu'on permet à celui de se livrer aux attaques les plus violentes contre les autres organisations antifascistes.

En même temps, comme de juste, on chasse les représentants ouvriers des conseils du gouvernement. Si, en Catalogne, on croit prudent de conserver encore un représentant de la C.N.T., on enlève à celle-ci, en Catalogne même, le ministère essentiel de la Défense, et toute représentation à celui de l'Intérieur ; dans le gouvernement central, on va plus loin : le nouveau gouvernement central n'a plus aucun représentant de la C.N.T., les Montseny et les Garcia Oliver ont, tout comme Louis Blanc et Albert, rempli leur rôle, le même rôle, la bourgeoisie n'en ayant plus besoin, s'en débarrasse.

L'analogie est criante ; elle est poussée jusque dans les détails ; c'est presque une identité. (2) En Espagne, les téléphones étaient complètement indépendants des Postes et Télégraphes, car ils ont fait l'objet d'une concession qui fut donnée par Primo de Rivera au grand trust américain, l'American Telegraph and Telephone Co. ; ils constituaient donc une exploitation privée, non un service d'Etat.

LA DIFFERENCE : LA SUPERIORITE MILITAIRE DE LA C.N.T.

Cependant, n'y a-t-il point une différence ? Ces journées de mai, sont-elles comme celles de 48, le prélude à des journées de juin, des journées d'où le prolétariat espagnol sortirait comme le prolétariat français, écrasé ?

Question terrible qu'on ne peut pas se poser, et à laquelle je voudrais tâcher d'apporter quelques éléments de réponse.

Entre la journée de Paris et celles de Barcelone, il existe une différence capitale. Ce ne fut bien, ici et là, qu'une simple confrontation des forces, mais tandis qu'à Paris — et bien qu'il soit difficile de dire pourquoi les ouvriers parisiens abandonnèrent l'Hôtel de Ville sans combattre, — le moins qu'on puisse dire est que de cette journée ne résultait point la démonstration d'une supériorité des forces ouvrières, les journées des 4 et 5 mai à Barcelone apportèrent la preuve d'une supériorité écrasante des forces armées prolétariennes sur celles de la coalition bourgeois-stalinienne.

La presque totalité de Barcelone, les neuf dixièmes pour le moins, tomba entre les mains du prolétariat, ou, plus exactement, y resta, sans coup férir. Dans tout ce qui n'est pas le cœur même de la ville, le prolétariat fut maître, à peu près sans combat. Fascistes de l'Etat Catala et staliniens du P.S.U. (parti socialiste unifié) n'y montrèrent pas le bout de leur nez ; quant aux gardes autonomes et d'assaut, qui y étaient casernés, ils se rendirent aux premières sommations (400 d'un coup à la place d'Espagne), ou promirent bien gentiment de ne pas sortir de leurs casernes, engagement qu'ils tinrent... scrupuleusement.

Il n'y eut de lutte que tout à fait dans le centre, aux abords de la place de Catalogne, la grande place centrale de la ville et, plus particulièrement, sur la via Durruti, large artère qui débouche à une centaine de mètres de la place, et sur laquelle sont situés, presque face à face, Préfecture de police et siège de la C.N.T.

Dans ce quartier éminemment bourgeois, les organisations ouvrières qui y avaient établi leurs sièges, après le 19 juillet (Comité Régional de la C.N.T., Fédération locale des Jeunesses libertaires, et plusieurs syndicats) se trouvaient relativement isolées. Par contre, c'était le lieu où toutes les forces bourgeois-staliniennes étaient ramassées : en plus de l'ambiance générale bourgeoise et de la Préfecture de police, ce quartier comprenait, d'une part, le siège du gouvernement de la Généralité avec ses « mozos » d'autre part, celui de toutes les organisations staliniennes.

C'est donc sur ce quartier que les staliniens firent concentrer tous les efforts. Mozos, gardes nationaux et d'assaut, fascistes de l'Etat Catala dressèrent des barricades pour tenter d'assiéger et d'emporter les sièges des organisations ouvrières, notamment le grand immeuble où siège la C.N.T. Nulle part, ils n'y réussirent ; la défense ouvrière ne céda sur aucun point (3).

On peut donc résumer la bataille en disant que, durant ces deux jours, la C.N.T. fut la maîtresse absolue et unique des neuf dixièmes de Barcelone, et que, dans le dixième restant, elle ne cessa pas un moment de dominer la situation.

Elle domina la situation, mais malgré l'importance politique considérable de ce quartier où sont concentrés tous les pouvoirs politiques de Barcelone et de la Catalogne, elle se contenta de la dominer.

Nulle part, la C.N.T. et la F.A.I. n'y passèrent à l'attaque ; à aucun moment, elles n'y entreprirent la moindre action offensive (4).

La C.N.T. et la F.A.I. (5) n'avaient cependant qu'un mot à dire pour que, par dizaines de mille, si ce n'est par centaines de mille, les ouvriers de Barcelone, qui n'attendaient que ce mot, quittent leur quartier où ils n'avaient plus rien à faire, et descendent en armes sur le centre pour balayer les quelques centaines de fascistes, gardes et staliniens qui y tenaient la rue : la C.N.T. et la F.A.I. n'avaient qu'un geste à faire pour que les six tanks qui étaient venus prendre position derrière l'immeuble de la C.N.T. — et qui demeurèrent là sans bouger durant toute la lutte, laissant même construire des barricades à quelques centaines de mètres sans intervenir — se misent en branle et obligent à la fuite les occupants des barricades : la C.N.T. et la F.A.I. n'avaient qu'un ordre à donner pour que les canons de 75, qu'on avait amenés dans un quartier réfugiés dans un cinéma à la raison des gardes réfugiés dans un cinéma qui avaient fait un moment mine de résister, viennent prendre position place de la Catalogne ou sur la via Durruti ; enfin, s'il avait fallu en venir là, un coup de téléphone et les gros canons de Montjuich démolis-

(3) Les seuls locaux ouvriers qui furent occupés par les forces adverses, furent des locaux non défendus, comme celui où la C.N.T. exposait les œuvres d'art qu'elle avait sauvées aux cours des événements de juillet.

(4) On ne peut en effet considérer comme une action offensive l'occupation des deux immeubles situés juste en face du siège de la C.N.T., qui fut réalisée par des camarades français ; cette occupation était indispensable à la défense de l'immeuble confédéré.

(5) Qu'on m'excuse de ne pas parler du P.O.U.M. Celui-ci, dès le début, vint se mettre à la disposition de la C.N.T. et ses militants combattirent très courageusement. Cependant, si je n'en parle pas, c'est que c'est fausser les proportions que d'en parler au même titre que de la C.N.T. ou de la F.A.I. Celles-ci sont les seules organisations ouvrières qui comptent à Barcelone. L'influence du P.O.U.M. est insignifiante, d'une part, à cause du nombre restreint de ses membres, d'autre part, et peut-être surtout, à cause de la réclamation populaire à laquelle il s'est livré depuis le 19 juillet, surtout au début. Le P.O.U.M. trouva le moyen de dépasser les staliniens eux-mêmes en bluff et en pufisme ! Mœurs qui contrastaient singulièrement avec la simplicité révolutionnaire de la C.N.T. et de la F.A.I. qui évitent le plus possible toute manifestation ostentatoire. Or, en Espagne, le ridicule peut égaler la terreur.

LA CONTRE-REVOLUTION...

Les journées de mai

saient les citadelles de l'ennemi : le palais de l'Hôtel Colon, siège de l'Internationale communiste et la Préfecture de police.

Les forces dont disposait, à Barcelone même, la C.N.T., étaient donc dix fois plus que ce qui était nécessaire pour faire régner l'ordre — l'ordre révolutionnaire et ouvrier. Et elles auraient presque entièrement suffi à elles seules, à battre les forces que Valence aurait pu envoyer (6).

Si ces forces pourtant n'avaient pas suffi, la C.N.T. pouvait disposer d'une réserve très importante : les troupes du front d'Aragon. Le front d'Aragon, c'est-à-dire le front qui s'étend depuis la frontière française jusqu'au nord de Teruel, soit sur une longueur de quelque 300 kilomètres et dont les trois quarts au moins des troupes qui le garnissent sont sous le contrôle et l'autorité morale de la C.N.T.

Dès le début des événements, les nombreuses autos-mitrailleuses disponibles de ce front furent alertées, prêtes à partir pour Barcelone ; les commandants des compagnies au repos eurent l'ordre de ne pas s'éloigner du poste téléphonique pour pouvoir rassembler leurs compagnies aussi vite que possible et, vers la fin de la bataille, alors que policiers et staliniens continuaient à tirer malgré la cessation du feu ouvrier, une compagnie au repos, que je connais bien, et qui ne fut sans doute pas la seule, partait, un beau soir en cars, dans la direction des lignes, sous le prétexte d'un quelconque coup de main, en réalité pour pouvoir se diriger en sens contraire au premier signal ; mais le signal qui vint fut celui de rentrer se coucher.

Depuis le premier coup de feu jusqu'au dernier, les comités régionaux de la C.N.T. et de la F.A.I. n'ont jamais, en effet, donné qu'un seul ordre, un ordre qu'ils ont donné sans discontinuer, par radio, par la presse, par tous les moyens : l'ordre de « cesser le feu ». Et pour que cet ordre pût être plus facilement exécuté, non seulement les comités se refusèrent à toute action offensive, mais ils se limitèrent à la plus stricte défensive, n'hésitant pas à laisser l'ennemi maître de la rue, à quelques centaines de mètres à peine de leur siège, n'hésitant pas à faire remettre en liberté, sans compensation, leurs pires ennemis, tels un député de l'Etat Catala, dès qu'ils apprenaient que des forces ouvrières s'en étaient emparées.

D'une part, donc, la supériorité militaire de la C.N.T. s'avéra, en ces journées, éclatante, mais, d'autre part, la C.N.T. refusa, à tout moment, d'employer cette supériorité pour s'assurer la victoire.

AVANT TOUT, PAS LA VICTOIRE !

C'est que, en effet, ce que, avant tout, ne voulait pas la C.N.T., c'était remporter la victoire. La C.N.T. était prête à tout, à tous les abandons, à tous les renoncements, à avoir la victoire.

Pourquoi cela ?

Parce que, après avoir remporté une victoire militaire, une victoire de force, sur le bloc bourgeois-stalinien, après avoir vaincu au cours d'une bataille de rues ses alliés ou soi-disant alliés de la veille, les Companys, les Dencas, les Antonov, elle n'avait plus alors d'autre alternative que de prendre le pouvoir, le prendre seule et officiellement.

Or, fidèle à la politique qu'elle a obstinément suivie depuis le 19 juillet, la C.N.T. ne veut pas être, ouvertement, au pouvoir.

A maintes reprises, elle aurait pu prendre en Catalogne tout le pouvoir sans tirer le moindre coup de fusil ; tout comme Karolyi le fit, il y a bientôt vingt ans, à Bela Kuhn, Companys offrit à la C.N.T., à plusieurs reprises, de lui remettre le pouvoir. La C.N.T. a toujours refusé. Bien plus, on peut dire que toutes les concessions que la C.N.T. a fait aux bourgeois au cours de ces neuf mois, y compris celle d'entrer au gouvernement, lui ont été dictées par la crainte que la bourgeoisie ne quitte le pouvoir.

Pourquoi cette crainte du pouvoir ?

La raison « officielle » si l'on peut dire, que donneront pour justifier la politique du « Cessez le feu ! » les deux ministres madrillènes Garcia Oliver et Federica Montseny arrivés en toute hâte à Barcelone aux premiers coups de feu — et dont l'intervention fut décisive pour faire adopter cette politique par suite de la haute autorité qu'ils possèdent dans les milieux anarchistes (7) — est la suivante : des navires de guerre anglais et français viennent d'entrer dans le port de Barcelone, si nous devenons les maîtres de la ville, si Barcelone tombe au pouvoir des « anarchistes », ces navires bombarderont Barcelone.

Sous cette forme, la raison donnée est ridicule ; elle n'est évidemment qu'un prétexte grossier destiné à faire effet, et inventé pour les besoins de la cause.

L'arrivée de navires anglais et français n'avait rien d'extraordinaire. Dès qu'il se produit des troubles quelque part, il arrive des navires étrangers « pour protéger les nationaux ». Il en fut ainsi à Barcelone même le 19 juillet ; il en est ainsi lors de l'importation de la « révolution » que ce soit en Amérique du Sud, en Amérique Centrale

(6) Ces forces sont en effet beaucoup moins redoutables qu'elles peuvent le paraître. Valence envoya bien 5.000 gardes d'assaut, chiffre respectable, mais veuillez bien noter qu'on eut soin de n'envoyer ceux-ci que lorsque la bataille était finie, et de les mettre sous le commandement d'un lieutenant-colonel connu pour ses sympathies à l'égard de la C.N.T.

On comprend ces mesures de prudence lorsqu'on les rapproche de ce fait : des cars de gardes d'assaut de Valence passant à leur arrivée devant l'immeuble de la C.N.T., un garde tira un coup de fusil sur l'immeuble ; aussitôt, du car suivant, s'élevèrent les cris de « Viva la F.A.I. ! ».

(7) Il va de soi que cette autorité n'est pas due à leur qualité de ministres. Elle est due, pour Garcia Oliver à sa redoutable énergie et à son passé ; il est l'un des survivants du petit groupe de Durruti et d'Ascaso ; il est de l'époque de Martinez Anido le tyran de Barcelone. Quant à Montseny son influence est due principalement sans doute à la remarquable puissance de sa vitalité.

ou ailleurs, mais les navires se contentent toujours d'embarquer ceux de leurs nationaux qui veulent s'en aller ou tout au plus de débarquer quelques fusiliers qui vont prendre position au Consulat. Manifestement, il en aurait été de même à Barcelone même si la F.A.I. avait arboré le drapeau noir sur le Palais de la Généralité. Il était psychologiquement et politiquement impossible à l'Angleterre ou à la France de bombarder Barcelone ou d'y procéder à une quelconque occupation militaire, quel que soit le régime qui s'y fût installé, étant donné la politique que ces deux pays ont proclamée à l'égard des événements d'Espagne et étant donné que les événements n'étaient en rien dirigés contre les Anglais ou les Français.

SEULE CONTRE TOUS

Mais si la raison donnée sous cette forme n'est qu'un prétexte, elle relève néanmoins très clairement la cause pour laquelle les organisations ouvrières de Catalogne refusent si obstinément le pouvoir, la cause pour laquelle elles ont préféré cette fois la défaite plutôt que la victoire : cette cause, c'est la crainte de l'étranger.

La C.N.T. n'a qu'un mot à dire pour être la puissance régnante de Catalogne ; ni en Catalogne, ni dans le reste de l'Espagne, il n'est de force suffisante pour l'en empêcher, mais pourra-t-elle se maintenir contre une Europe toute entière coalisée contre elle ?

A cette question, la C.N.T. jusqu'à présent a cru devoir répondre par la négative.

Pour le moment, l'Espagne républicaine, c'est-à-dire la coalition bourgeois-stalinien-ouvrière a contre elle la presque totalité des forces européennes : ouvertement contre elle, les Etats allemand, italien et portugais, plus hypocritement, mais aussi fermement, les Etats anglais et français, et aussi, naturellement, le capitalisme de tous les pays. Elle n'a pour elle que l'Etat russe (« entre les mains duquel elle est entièrement pour ce qui concerne les armes », me confirmait encore récemment un camarade bien placé pour le savoir) et les prolétariats de certains pays comme ceux d'Angleterre et de France.

Avec une Espagne républicaine séparée de la bourgeoisie et du stalinisme, non seulement l'intervention indirecte de la France et de l'Angleterre se transforme en une intervention presque aussi ouverte que celle des pays fascistes, mais l'Etat russe passe dans le camp ennemi et les prolétariats de France et d'Angleterre, eux-mêmes, vont aussi plus ou moins au camp ennemi, soit par engagement pour le stalinisme, soit par dévotion pour le parlementarisme.

La C.N.T. maîtresse de l'Espagne, ou de certaines régions de l'Espagne, cela signifie pour l'Espagne ou pour ces régions un isolement total. Isolement militaire, diplomatique, et — peut-être le plus grave de tous — isolement économique. Dans ces conditions comment tenir ?

Car la situation serait autrement difficile que celle de la Russie lors du blocus. Pour l'immense Russie, à cheval sur l'Europe et l'Asie, en face d'une Europe épuisée par quatre ans de guerre et dans laquelle de grands peuples vaincus cherchaient désespérément un appui, résister à l'Europe était un jeu d'enfants, à côté de ce que ce serait pour la Catalogne.

Il y a donc là un risque considérable à courir. Jusqu'ici la C.N.T. a refusé de courir ce risque. C'est là tout le secret de la politique suivie par elle depuis le 19 juillet, tout le secret de son refus de donner aux 4 et 5 mai les ordres qui eussent assuré sa victoire.

LE PRÉSENT

LA C.N.T. A PERDU LE POUVOIR...

Avant donc préféré la défaite au pouvoir la C.N.T. a subi une grave défaite politique. Pour se rendre compte de son ampleur, pour vérifier que pour le moment tout au moins, la C.N.T. a bien perdu tout pouvoir politique, rien ne vaut de regarder les rues de Barcelone et de les comparer avec ce qu'elles étaient.

Durant les premiers mois de la révolution, tout Barcelone était rempli d'ouvriers en armes ; par la suite, cela se tassa et l'on ne vit plus en armes que ceux chargés d'une fonction, mais c'étaient toujours des ouvriers. Aujourd'hui (sauf peut-être dans quelques quartiers exclusivement ouvriers, et encore je ne peux l'affirmer) plus un seul ouvrier en armes ; uniquement des gardes d'assaut, des gardes d'assaut avec le fusil, des gardes d'assaut à tous les coins de rue, comme aux plus beaux jours de la dictature bourgeoise.

Plus caractéristique est peut-être encore l'aspect des civils. D'abord, cette tenue exclusivement ouvrière d'un chacun, que je signalai en août, et qui était presque autant encore la règle en février, a presque complètement délaissé la place dans les quartiers du centre, à la tenue bourgeoise, petite-bourgeoise pour le moins. En outre, fait plus frappant encore : le rouge et le noir ont presque totalement disparu. Avant mai, chacun se faisait honneur d'arborer les couleurs de la C.N.T. : insigne, foulard, jugulaire de casquette, on avait quelque chose de rouge et noir. Ceux qui ne l'avaient pas arboraient le rouge des staliniens ou du P.O.U.M. Aujourd'hui, par contre, sont rares ceux qui ont le courage de porter l'insigne de la C.N.T. : en dehors des bâtiments des syndicats, on ne voit nulle part pendre le drapeau rouge et noir ; et, quant aux foulards et casquettes, ce qui était le plus répandu, car, après tout, ce n'était qu'une affirmation de « sympathie », on n'en voit plus du tout.

L'homme moyen, celui qui est toujours prêt à se ranger du côté du pouvoir, n'ose plus se ranger, ouvertement du moins, du côté de la C.N.T. : preuve que la C.N.T. n'est plus au pouvoir.

... MAIS ELLE RESTE LA FORCE

La C.N.T. n'est plus au pouvoir, mais, fait fondamental : elle reste la force. Elle avait au 4 mai la supériorité militaire ; cette

...EN ESPAGNE

furent-elles un "15 mai"?

supériorité, elle l'a toujours; elle reste donc la force.

Chacun s'en rend bien compte, et l'homme de la rue et le Gouvernement.

L'homme de la rue.
Regardez en effet ces passants dont je viens de parler. Ils ne portent plus le rouge et le noir, c'est entendu, mais ils ne portent pas le rouge non plus. Avant mai, bien que ce fût le rouge et le noir qui fût de beaucoup le plus répandu, vous voyiez tout de même pas mal de rouge, au moins dans les quartiers du centre. Eh bien, ce rouge a maintenant tout disparu que le rouge et le noir. On n'ose pas plus arborer la couleur du vainqueur que celles du vaincu. Pour quelle raison, si ce n'est qu'on sent que le vaincu est encore fort, le plus fort? Et puis, peut-être aussi parce que c'est lui qui conserve la sympathie. Voyez en effet, au matin, le journal que le passant a en mains : ça continue à être, pour l'énorme majorité, *Solidaridad Obrera*, le quotidien confédéral.

Ce que sent l'homme de la rue, le Gouvernement le sent aussi.

La perte du pouvoir par la C. N. T. a, si l'on veut, une importance fondamentale : elle a fait perdre le contrôle de la frontière dans la région de Puigcerda, qu'elle assumait jusqu'à la fin de l'été, et elle a fait perdre le contrôle de la rue et des routes rendus très difficiles ou impossibles ; au ministère de la police, la C. N. T. n'a plus aucun poste ; cependant, le Gouvernement n'a pas encore osé toucher, jusqu'au moment où j'écris, à l'organe ouvrier de police le plus important : les « patrouilles de contrôle » de Barcelone.

Les « patrouilles de contrôle » sont des corps de police que la classe ouvrière créa au lendemain du 19 juillet, pour remplacer la police d'Etat, alors presque complètement inexistante. Depuis lors, on a « légalisé » ces patrouilles : on les a incorporées dans la police d'Etat, mais c'est une incorporation purement formelle ; les patrouilles restent une police ouvrière, fonctionnant en fait exclusivement sous le contrôle de la C. N. T. On n'a plus, précisément, de la F.A.I.

Pour comprendre exactement quelle nature de force et quelle puissance elle représentent, rien ne vaut que de les avoir vu défiler un certain dimanche de février dans une manifestation organisée contre la C.N.T. et que celle-ci, avec ce merveilleux à-propos dont elle sait si souvent faire preuve, transforma en une manifestation de la C.N.T. C'était un défilé « militaire » : la délégation des patrouilles de contrôle défilait, derrière un immense drapeau noir, en ordre, mais avec une affectation marquée de ne pas marcher au pas, et portant, « ainsi qu'un manche à balai », disait un sergent de l'armée française, de redoutables mitraillettes. Le contraste était saisissant avec les gardes d'assaut et nationaux, qui suivaient, marchant au pas de l'oie, se frappant le cœur à chaque pas d'un geste imbécile, et munis de longs fusils, que les mitraillettes des patrouilles auraient surclassées considérablement dans un combat de rues.

La première chose qu'aurait donc fait un Etat fort, après les journées de mai, c'eût été de désarmer et de dissoudre (8) les patrouilles de contrôle. Or, on a simplement parlé, avec insistance il est vrai, de le faire ; les aboyeurs stalinien ont donné de toute leur voix, mais jusqu'ici le Gouvernement se contente de négocier avec la F.A.I. à ce sujet.

L'ETENDUE DE LA COLLECTIVISATION

Enfin, il y a un autre fait, d'une importance sociale fondamentale, qui montre combien la C.N.T. reste forte.

Toute contre-révolution politique n'a qu'un but et qu'une raison d'être : réaliser une contre-révolution économique et sociale. L'actuelle contre-révolution espagnole ne fait pas exception : elle a pour but d'enlever aux travailleurs leurs conquêtes économiques, en leur enlevant les entreprises dont ils se sont emparés depuis le 19 juillet.

Or, si la coalition bourgeoiso-stalinienne a bien déclenché, dès le lendemain de sa victoire, toute une campagne de presse contre les secteurs qui lui ont semblé les plus vulnérables de la collectivisation, ça s'est jusqu'à présent borné là : on n'a point encore osé toucher sérieusement aux propriétés ouvrières.

La classe ouvrière et la C.N.T. sont, aujourd'hui comme avant le 4 mai, les matresses de fait de toute la vie économique de Catalogne et d'Aragon.

C'est une chose dont on ne se rend pas bien compte en France, où l'on est obtus, comme c'est assez naturel, par les événements politiques et militaires : *La Révolution sociale*, c'est-à-dire l'expropriation de la bourgeoisie au profit des travailleurs, le passage des moyens de production des mains des capitalistes dans celles des prolétaires, est non seulement commencée, mais presque achevée, en Catalogne et dans les provinces voisines.

Ce passage s'est effectué, non sous la

(8) Sur le papier, les patrouilles de contrôle sont, il est vrai, dissoutes depuis mars, mais sur le papier seulement. Signaux à ce sujet les graves erreurs que l'on commet, lorsque l'on juge de la politique de la C.N.T. par ce que ses ministres acceptent ou ont accepté de contresigner, ou même par les articles de la *Soi*. En mars, les représentants de la C.N.T. au gouvernement de la Généralité ont accepté la dissolution des patrouilles de contrôle, mais l'exécution de ce décret était subordonnée à la formation d'un nouveau corps de police, qui n'a jamais pu être constitué parce que la C.N.T. exigeait pour la formation de ce corps des garanties égales à celles qu'elle avait avec les patrouilles de contrôle.

De même, lors de la menace italienne sur Guadalupe, la *Soi* réclama avec insistance l'envoi de toutes les armes au front. Il ne s'agissait bien entendu nullement de désarmer les syndicats, mais, moyennant la remise par ceux-ci, de quelques centaines de fusils, — ce qui n'est rien — obtenir l'envoi au front des gardes nationaux et gardes d'assaut.

forme saint-simonienne de l'étatisation, mais sous la forme prouhonienne et bakounienne de la « collectivisation ». C'est-à-dire que les entreprises enlevées aux capitalistes ont été remises entre les mains d'associations ouvrières (« collectivités », qui les gèrent sous le contrôle des syndicats.

Or, presque tout, aujourd'hui, est « collectivisé ».

D'autre part, presque tout ce qui est collectivisé le fut par la C.N.T. et fonctionne sous le seul contrôle du syndicat de la C. N. T., parce que la plupart du temps c'est le seul syndicat ouvrier existant, l'U.G.T., ne groupant en Catalogne, sauf en quelques rares corporations, que des artisans et des patrons.

Pour apprécier l'étendue de la collectivisation, il suffit de regarder comment l'on vit à Barcelone.

Vous descendez à un hôtel : il y a 9 chances sur 10 pour qu'il soit collectivisé ; vous allez au restaurant : il est collectivisé ; vous allez prendre le café au bar : c'est un bar collectivisé ; vous achetez un journal : il est à la collectivité de ceux qui le font ; journalistes et typos : allez vous faire couper les cheveux : ce sera obligatoirement dans un établissement collectivisé, car chez les coiffeurs la collectivisation est totale (dans ce cas, on dit que l'industrie considérée a été « socialisée ») ; vous voulez vous faire faire un costume : les tailleurs collectivisés vous présentent leurs échantillons ; si vous allez faire des emplettes dans un grand magasin, il est, bien entendu, collectivisé ; cependant, ici, une différence : vous verrez figurer les initiales de l'U.G.T. à côté de celles de la C.N.T., la collectivisation fonctionnant sous le contrôle des deux syndicats (les employés des magasins n'ont-ils pas toujours en tous pays des goûts aristocratiques ?) ; si vous prenez un taxi, il sera obligatoirement de la C.N.T., un omnibus, un tram, le métro, vous serez toujours dans une entreprise collectivisée ; enfin, si le soir vous allez au spectacle, quel que soit celui-ci, cinéma, théâtre ou dancing, vous serez obligatoirement dans un établissement collectivisé.

Entreprises collectivisées où vous ne devriez d'ailleurs pas être étonné de retrouver l'ancien patron. Celui-ci a, en effet, accepté la plupart du temps la collectivisation, et il continue à travailler dans son ancienne affaire ; mais il y travaille comme un simple employé, avec le salaire des autres employés.

Ce qui est vrai pour ces entreprises généralement petites ou moyennes auxquelles a affaire directement le consommateur, l'est également, bien entendu, pour les grosses entreprises productrices. Le textile et la mécanique, les deux grandes industries de la Catalogne sont, en très grande part, collectivisées et, pour le reste, placées sous le contrôle ouvrier (9). Quant à l'industrie du bois, elle est totalement collectivisée, depuis l'abattage des arbres jusqu'aux travaux d'ébénisterie les plus fins.

Mais, pas seulement l'industrie est collectivisée ; l'est aussi — et le fait est capital — l'agriculture.

Dans la partie de l'Aragon occupée par les troupes républicaines, il n'est pas un village qui ne possède sa « collectivité », collectivité libre qui comprend parfois tous les habitants du village, et parfois un certain nombre seulement.

Les membres de la « collectivité » travaillent en commun leurs terres mises en commun, ainsi que celles enlevées aux propriétaires fascistes, et ils touchent une rémunération journalière commune.

Dans le Levant, c'est-à-dire sur ces magnifiques huertas de la côte de Valence, la région la plus riche d'Espagne et l'une des plus riches du monde, la collectivisation agricole est également très poussée. C'est dans la campagne catalane qu'elle le serait peut-être le moins (10).

Ces collectivités marchent très bien. Certes, pour porter un jugement sûr, il faudrait pouvoir en juger de l'intérieur, y avoir vécu. Mais dans la mesure où l'on peut juger de l'extérieur, du point de vue du consommateur, les résultats sont excellents. J'avais déjà signalé en août dernier combien les services publics de Catalogne fonctionnaient bien neuf mois après, il continue à en être de même, avec cette différence que le matériel est plus moderne, de nouveaux omnibuses, des taxis neufs ayant été mis en service. N'en déplaise à nos bourgeois et à nos bureaucrates ouvriers embourgeoisés, l'électricité gérée par les ouvriers continue à fonctionner sans panne et sans baisse de tension, l'hôtel est aussi propre qu'avant la collectivisation, sa cuisine est aussi bonne, étant entendu qu'elle est soumise aux restrictions de guerre ; deux plats seulement et un morceau de pain. Les grands magasins collectivisés regorgent d'acheteurs, les vendeurs continuent à y être aimables, et la « sastreria confederal » vous fait en quarante-huit heures un complet impeccable (11).

Quant à la collectivisation agricole, ses effets en Aragon se traduisent par les chiffres suivants :

(9) On verra dans un prochain article sur Puigcerda, ce qu'il faut entendre exactement par cet euphémisme : contrôle ouvrier.

(10) Cela provient sans doute de la différence du mode de culture. En Aragon et dans le Levant, pays par ailleurs si profondément différents, la culture présente un caractère identique ; il s'agit de culture irriguée, de « grande culture » irriguée. En Catalogne au contraire, il s'agit de culture non irriguée et en terrains très variés : ici une croupe, là une cuvette, par ailleurs un coteau, parfois très abrupt, etc.

(11) Peut-être demandera-t-on à quels prix se vend tout cela ? Les prix sont traduits en francs, au cours du change tel qu'il se pratique en France d'un bon marché incroyable : vous avez un excellent hôtel pour 7 à 8 francs par jour tout compris (je dis bien 7 à 8 francs par jour tout compris : chambre, petit déjeuner et dîner) et un complet pur laine sur mesure vous revient à 130 francs. Bien entendu, ces prix sont dus principalement à la dépréciation de la peseta ; néanmoins il n'y a jamais eu dans les pays qui ont déprécié leur monnaie une telle différence entre les prix intérieurs et ceux de l'étranger, même en Allemagne à l'époque de la baisse ver-

res suivants : les surfaces ensemencées ont, au total, augmenté de 25 à 30 % par rapport à l'an dernier, et la récolte de betteraves, dont nous avons naguère indiqué toute l'importance pour cette province, dépassera de loin tous les records.

C'est cette œuvre magnifique que la contre-révolution se propose de détruire. Cependant, ainsi que je l'ai dit, on n'en est guère encore qu'aux travaux d'approche ; déjà, pourtant, en certains villages de Catalogne, les stalinien ont fait irruption après les journées de mai, occupant les locaux de la collectivité et déclarant que « la collectivité c'était fini », que les terres devaient retourner à leurs anciens propriétaires.

Pour ce qui est de l'industrie, l'offensive a lieu par un moyen plus détourné. On ne parle pas encore de rendre les entreprises à leurs anciens propriétaires, mais on veut les donner à l'Etat (c'est-à-dire à la bourgeoisie en tant que classe). Le grand mot d'ordre bourgeoiso-stalinien, à l'heure actuelle, est de « nationaliser », c'est-à-dire étatiser ou municipaliser les entreprises actuellement collectivisées. Et c'est ainsi que la C.N.T. a déjà dû consentir, en principe du moins, à la « nationalisation » des chemins de fer, ou le syndicat de la C.N.T. est en minorité par rapport à celui de l'U. G. T., et des usines travaillant pour la guerre ; cependant, cette nationalisation n'est pas encore, croyons-nous, réalisée dans les faits.

Plus grave encore serait la municipalisation des transports publics de Barcelone, question sur laquelle concentrent actuellement tous leurs efforts, bourgeois de l'Esquerra catalane et stalinien du P.S.U.C. mais à laquelle la C.N.T. résiste vigoureusement.

L'AVENIR

Ainsi, malgré sa victoire de mai, la bourgeoisie a été impuissante à supprimer d'un trait de plume, ce dont le maintien est cependant pour elle un arrêt de mort : la collectivisation. Elle ne peut tenter que de la grignoter.

Grignoter insignifiant jusqu'ici, mais en sera-t-il toujours de même ?

La réponse à cette question dépend toute entière de celle à donner à cette autre : qui conservera la force ?

Car s'il est un point sur lequel Marx avait cent fois raison contre Proudhon, c'est bien celui-ci : que, sans le pouvoir politique, aucune conquête économique ne peut se réaliser, ni subsister. Sans le pouvoir politique, c'est-à-dire, sans la force, la force brutale, la force militaire.

Si puissamment enracinée que soit désormais le système de la collectivisation dans la vie ouvrière et paysanne de Catalogne et d'Aragon, ce système sera détruit en moins de rien le jour où la C.N.T. n'aura plus la force. La seule raison pour laquelle on n'ose guère encore y toucher est que, le 4 mai, la C.N.T. a montré sa force. Que cette force disparaisse, et la collectivisation disparaîtra du même coup.

Or, la question : la C. N. T. conservera-t-elle sa force, dépend elle-même de cette autre, qui est aujourd'hui la question fondamentale, cruciale, de la révolution espagnole : la C.N.T. conservera-t-elle ses armes ?

LES ARMES DE L'INTERIEUR

Au lendemain des journées de mai, le Gouvernement Largo Caballero publia un ordre sur la détention des armes assimilant toute détention d'armes autres que les armes de poche, à un acte de complicité avec l'ennemi, et la punissant des mêmes peines. Cet ordre fut naturellement repris pour son compte par le Gouvernement contre-révolutionnaire de Negrin, qui s'efforça par tous moyens de le mettre à exécution.

Y parviendra-t-il ? Toute la question est là.

Ce n'est un secret pour personne que la C.N.T., qui n'a pas un seul moment perdu de vue qu'il lui faudrait un jour en découdre avec ses soi-disant alliés de l'antifascisme, s'est assurée des armements très importants. Qu'une part de ces armements soit saisie par le Gouvernement ou même lui soit

COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE

Camarades Antifascistes,

Le Centre de Ravitaillement vous demande de retenir son adresse :

26, rue de Crussol, Paris (11^e)
Téléphone : Roquette 73-96

et de vous habituer à prendre le chemin de son Siège.

Contribuez à remplir nos camions qui iront porter aux 200 enfants de notre colonie enfantine et à ceux qui luttent héroïquement contre les mercenaires fascistes, les vivres, vêtements et médicaments qu'ils attendent de votre solidarité.

A tous, merci.

tiale du mark. Il faut donc voir là sans doute, pour une part, le résultat de l'action des collectivités pour empêcher la hausse des prix.

Cette action se manifeste encore plus clairement lorsque l'on compare, dans les industries non entièrement collectivisées les prix dans les entreprises collectivisées, et ceux dans celles qui ne le sont pas. Bien entendu à cet égard on n'a pas de chiffres d'ensemble, on ne peut que s'en tenir à des expériences personnelles. En voici deux : de deux complets, en tissus de qualité sensiblement équivalente, celui du tailleur collectivisé a été vendu 20 % moins cher que celui du tailleur privé. Dans un hôtel où, au mois d'août, avant qu'il ne soit collectivisé, la pension était de 11 pesetas, la pension n'était plus en mai, après collectivisation, que de 10 pesetas, malgré la hausse du prix des vivres entre tems.

remise *proprio motu* par des organisations ouvrières, afin de ne pas gonfler publiquement l'impression qu'on s'oppose délibérément aux ordres du Gouvernement, cela a déjà eu lieu et continuera à avoir lieu ; le Gouvernement publie d'ailleurs à grand tapage et presque quotidiennement les quantités d'armes, de munitions, etc., qu'il recueille. Mais les chiffres qu'il publie, si impressionnants qu'ils soient, paraissent bien n'être qu'assez faibles par rapport aux « existants ». Ce qui importe, ce sont les gros stocks : les gros stocks de fusils et de mitraillettes, les stocks de tanks et de canons.

Si la C.N.T., si les organisations syndicales, si la F.A.I., si les ouvriers de Barcelone se laissent enlever ces stocks, il n'y a pas de doute : c'en est fait de la Révolution. Lénine l'avait fort bien vu dans son étude sur *l'Etat et la Révolution* : la Révolution, c'est le peuple en armes ; le jour où le peuple est désarmé, il n'est plus de Révolution possible.

Chacun, d'ailleurs, s'en rend parfaitement compte : et la C.N.T. et le Gouvernement.

LES ARMES DU FRONT

Une question connexe à celle de l'armement du prolétariat est celle du front d'Aragon.

Comme il a été indiqué plus haut, les trois quarts au moins des troupes de ce front, sans compter une grande quantité des troupes des autres fronts) sont acquises à la C.N.T. Elles constituent donc une réserve armée disponible pour le prolétariat. Pour désarmer totalement le prolétariat, il faut faire disparaître cette réserve. C'est à quoi s'emploie également le Gouvernement.

Les moyens employés diffèrent naturellement de ceux employés pour les ouvriers de Barcelone. On ne peut songer à enlever leurs armes aux soldats du front ; le seul désarmement qu'on peut tenter est un désarmement moral, en les enlevant à l'autorité morale des organisations ouvrières pour les incorporer, corps et âme, dans l'armée de l'Etat. C'est là le but de toutes les campagnes sur le « commandement unique », la « militarisation », la nécessité d'une « armée populaire nationale », etc., toutes choses que les benêts ont prises pour des questions techniques militaires, alors qu'il s'agissait avant tout d'une question politique, d'une question de classes : le prolétariat conservera-t-il son armée, ou bien celle-ci deviendra-t-elle l'armée de l'Etat et de la bourgeoisie ?

La question est posée depuis longtemps, et ce n'est pas d'aujourd'hui qu'a été créée la « militarisation » des milices. Mais, en fait, la militarisation, jusqu'à ces derniers temps, n'était qu'un mot. C'est pourquoi le Gouvernement de Valence a saisi l'occasion des événements pour s'emparer du ministère catalan de la Guerre, jusqu'alors occupé par un délégué de la C. N. T., et installer à sa place un général magrélin. Il s'agit grâce à lui d'activer la « militarisation », c'est-à-dire la suppression de l'armée du prolétariat.

Comment tente-t-on d'y parvenir ? Jusqu'à ces derniers temps, la militarisation consista surtout à changer les noms. Les « centurions » formèrent des « compagnies », et les « colonnes » des « divisions ». Les centurions portaient un nom qui rappelait souvent celui du syndicat qui les avait formées (centurie des « Artes Graficas », constituée par les syndicats du Livre, centurie de la « Madera » constituée par le syndicat du Bois, etc.) Mauvais, ce souvenir du lien corporatif : les compagnies n'ont plus des noms numériques. Aux nouvelles divisions, on donna d'abord un nom : division Durruti, division Ascaso, division Macia, etc., etc., mais on le leur a récemment supprimé : elles n'ont plus droit également qu'à un numéro.

Même changement de dénomination pour les gradés : les « délégués de compagnies » deviennent des capitaines, les « délégués de mains » des caporaux d'escouade, etc.

Tout cela ne s'est pas bien grave. Une chose plus importante : les galons. Dans les milices, les gradés ne portaient naturellement pas de galons ; mais si un « délégué de compagnie » peut se passer de galons, en est-il de même d'un capitaine ? Dans les milices militarisées, les gradés eurent droit aux galons, et c'est ici qu'une première fissure de l'armée prolétarienne se fit quelque peu sentir.

Si, dans certaines unités où était solidement ancré l'esprit ouvrier et anarchiste, le galon resta aussi inconnu après la militarisation qu'avant, si le capitaine ainsi bien que le caporal continuèrent à ne pas porter de galons, et à rester les bons camarades de toujours, si même certains militaires professionnels pourvus de hauts commandements jugeaient prudent d'enlever leurs galons lorsqu'ils venaient rendre visite à ces unités, par contre il y eut des compagnies, acquises cependant en principe à la Révolution, où l'on vit apparaître et même se généraliser les galons. La vanité est si forte ! Ajoutons cependant que, maintes fois, ces galons, après être apparus, disparaissent, il suffisait qu'une compagnie à galons se trouve fréquenter quelque peu, au hasard d'un cantonnement, une compagnie sans galons, pour que les galons disparaissent. Puissance de l'exemple ! Par ailleurs, qu'un chef porteur de galons soit remplacé par un chef sans galons, et l'on voyait aussitôt disparaître les galons des subordonnés. Misère humaine !

Demain, on sera peut-être en présence d'un danger plus grave.

Jusqu'ici, et bien que devenus « soldats », les miliciens touchent tous la même solde, quel que soit leur grade : « officiers », « sous-officiers » mangent le même rât et touchent la même paie que le 2^e classe : 10 pesetas par jour. Or, il est question de remplacer cette solde unique par l'échelle des soldes de la vieille armée avec les différences considérables que celle-ci comporte selon le grade. Les sergents, les capitaines, les généraux de la C.N.T. et de la F.A.I. auront-ils le courage de s'opposer avec toute l'énergie nécessaire à une mesure qui doit leur apporter personnellement des avantages considérables ? — Danger redoutable, mais dont rien n'autorise à penser qu'il ne sera pas surmonté.

Ainsi donc, la force de la C.N.T. qui repose actuellement toute entière sur ces deux éléments : l'armement des travailleurs de l'usine et des champs, d'une part, les milices d'Aragon, d'autre part, se trouve menacée par deux dangers : un danger matériel, menace sa force armée — le danger moral menace ses armes — un danger moral menace sa force armée du front : devenir une armée mercenaire.

Ce n'est qu'en surmontant ces deux dan-

gers que la C.N.T. pourra rester la force, et que la contre-révolution sera, de ce fait, dans l'impossibilité de progresser.

VUES D'AVENIR DE LA C.N.T.

Cette situation ne peut cependant durer. La C.N.T. ne peut pas rester indéfiniment la force sans occuper le pouvoir ; que dis-je ! en acceptant volontairement d'être frappée par le pouvoir. La révolution ne peut pas tolérer indéfiniment la contre-révolution.

Une défaite politique, alors qu'on a fait la preuve qu'on pouvait avoir une victoire militaire, peut se supporter une fois, mais pas deux. Après une seconde aventure de ce genre, la C. N. T. ne conserverait sûrement pas sa force car ce serait alors les hommes même qui lui manqueraient ; elle perdrait ses adhérents et son crédit.

Cependant, lorsque la question de force va à nouveau se poser sous une forme aiguë — et personne à Barcelone ne doute qu'elle ne s'y repose à brève échéance — la C. N. T. va se retrouver devant le même dilemme : écraser ses adversaires et prendre seule et officiellement le pouvoir, avec l'isolement international que cela comporte, ou s'incliner volontairement devant l'ennemi. L'avenir de la République espagnole dépend donc essentiellement de ce point : le cours des événements politiques, diplomatiques et militaires d'Europe, permettra-t-il dans un avenir proche à la classe ouvrière de Catalogne de prendre le pouvoir et d'organiser définitivement la Révolution Sociale, sans trop risquer que son isolement au milieu du monde capitaliste ne lui soit fatal ?

C'est pourquoi la politique poursuivie par la C. N. T., en partie consciemment, en partie sous la poussée des faits, semble bien être de l'ouïr, attermer, reculer, dans l'attente d'événements qui lui permettraient de faire usage de sa force, sans craindre une attaque extérieure trop massive à laquelle elle ne pourrait résister.

Je ne pense pas, ici encore, révéler un secret en disant que les événements qu'elle désirerait le plus seraient ceux qui lui permettraient de constituer un nouvel Etat ibérique, séparé du reste de l'Espagne, ou tout au moins doté d'une très large autonomie.

Non pas que la C. N. T. soit séparatiste pour des raisons patriotiques ou nationales ; au contraire, elle s'est toujours élevée contre le catalanisme et elle n'a pas changé d'avis, mais elle est séparatiste pour des raisons sociales. Les dirigeants de la C. N. T. estiment en effet, à tort ou à raison, que celle-ci n'est pas assez forte pour établir le socialisme dans l'Espagne entière ; au contraire, et compte tenu toujours bien entendu de la situation extérieure, ils estiment qu'ils sont à même de l'instituer facilement en Catalogne, en Aragon et même dans le Levant.

En Catalogne ils sont, en effet, comme l'on sait, la seule organisation ouvrière digne de ce nom : en Aragon, sous l'impulsion de Durruti qui eut ce coup de génie de faire immédiatement la Révolution agraire dans chaque village où ses colonnes entraient, la C.N.T. a les paysans avec elle ; dans le Levant enfin les derniers événements ont mis tout particulièrement en évidence l'accord politique de la C.N.T. avec l'U.G.T., et par suite leur commune maîtrise du pays.

L'U. G. T. est en effet une organisation dont la composition et la politique varient considérablement selon les provinces (12).

En Catalogne, l'U. G. T. est une organisation de composition petite-bourgeoise créée par les stalinien depuis le 10 juillet et elle est entièrement sous leur domination ; aux Asturies c'est l'inverse, l'U. G. T. y est nettement anti-stalinienne ; à un congrès tout récent, deux listes étaient en présence, une liste socialiste et une liste communiste, la première fut élue à une écrasante majorité ; c'est ce qui explique qu'aux Asturies U. G. T. et C.N.T. marchent en complet accord ayant signé entre elles il y a déjà longtemps un pacte d'alliance très étroit. Or, dans la région de Valence (Levant), la situation évolue à grands pas, semble-t-il, vers ce qu'elle était aux Asturies. C'est l'U. G. T. du Levant qui a été le principal soutien de Caballero dans son conflit avec les stalinien lorsque ceux-ci, jugeant qu'il n'avait pas été assez loin contre les ouvriers de Barcelone l'obligèrent à démissionner.

Cette attitude de l'U. G. T. du Levant n'est pas fortuite ; elle n'est pas due à l'attachement à un homme, elle est la conséquence d'une politique. Le Levant est, comme l'on sait, avant tout, une région agricole, la plus riche d'Espagne ; Valence n'est pas comme Barcelone une ville industrielle, ce n'est qu'un immense marché agricole. Ce qui compte dans le Levant, c'est donc le problème de la terre ; l'organisation ouvrière fondamentale est celle des travailleurs de la terre. Or, le syndicat des travailleurs de la terre de l'U. G. T. en cette province a sur le problème de la terre : exactement la même position que la C.N.T. : en opposition complète avec les stalinien et la fraction de l'U. G. T. qui est sous leur contrôle, grands défenseurs de la propriété privée et adversaires acharnés de la collectivisation, l'U. G. T. du Levant est un partisan déterminé des collectivités agricoles, et c'est de concert avec la C. N. T. qu'elle a procédé aux collectivisations sur une très large échelle dans toute la région.

Cet ancien royaume d'Aragon, sur lequel nous avons à plusieurs reprises autrefois appelé l'attention, avec ses trois grandes régions de l'Aragon, de la Catalogne et du Levant, possède donc maintenant à nouveau une certaine unité sociale, provenant des aspirations communes et de la politique commune de ses travailleurs ceux de la ville et ceux des champs.

Il semble qu'au fur et à mesure que les faits se précisent, la C. N. T. prend de plus en plus conscience de cette unité, et que sa volonté est de la réaliser en faisant de ces trois provinces la patrie commune du socialisme libertaire.

Y parviendra-t-elle ? Cela dépendra — je le répète une dernière fois, et ce sera ma conclusion — ni de la C. N. T., ni de l'Espagne, mais d'une conjonction internationale favorable qui permette aux travailleurs de ces pays de défer toute l'Europe : la finance de Paris et de Londres, le fascisme de Rome et de Berlin, l'impérialisme de Moscou.

R. LOUZON.

(12) O ironie des choses : c'est la C.N.T. qui est fédéraliste, et sa politique est très unie ; c'est l'U.G.T. qui est centraliste, et ses diverses fédérations pratiquent des politiques souvent exactement opposées.

LE STALINISME AUX ABOIS

Il est incontestable que les événements de Moscou auront certaines répercussions internationales et risquent d'ébranler assez profondément le « système » européen, dont l'équilibre instable repose, comme on sait, sur la constitution des blocs anglo-franco-russe et italo-allemand.

Nous n'en sommes pas, sans doute, à la période de désagrégation, et s'il y a quelque chose de pourri dans l'empire des tsars, il n'est pas encore dit que Staline ne parviendra pas à faire durer sa dictature, et d'ailleurs, en tout état de cause, l'armée rouge représente, techniquement, un facteur qu'il ne faut pas négliger et qui continuera à affecter le développement des antagonismes internationaux. Les intérêts permanents de l'impérialisme russe continueront, quel que soit le sort de la partie livrée par le Dictateur, à peser lourd dans la balance de la politique européenne, et rien n'indique pour le moment qu'ils modifieront les conditions de l'équilibre. A moins, évidemment, que, comme l'annoncent Trotsky, les exécutions qui viennent d'avoir lieu n'annoncent la fin de la dictature et quelque mouvement populaire profond, capable de rendre à la révolution russe le dynamisme international des premières années. Mais rien n'indique qu'une pareille subversion soit en cours. Les événements dont nous avons les échos ressemblent à quelque crise de palais, mettant aux prises des factions rivales et dont l'enjeu serait un simple mouvement du personnel au pouvoir, sans que fût changée la ligne générale du gouvernement.

Sortant de ces considérations hypothétiques, nous devons constater que les secousses successives qui ont récemment affecté l'Etat russe, et qui se sont traduites par les condamnations à mort de Zinoviev-Kamenev-Piatkov, l'arrestation de Yagoda et l'exécution des chefs de l'armée rouge, ont eu pour effet de donner à réfléchir aux tenants de l'alliance franco-soviétique. Car, si l'on accepte pleinement de lier le sort de la France à celui de l'impérialisme russe pour défendre le statut de Versailles, c'est dans l'espoir que les armées russes rempliront leur mission, qui est, comme en 1914, de menacer, au travers de la

Pologne (neutre ? ennemie ?), les frontières orientales de l'Allemagne. C'est là le sens profond du pacte franco-soviétique, en dépit de toutes les exégèses des diplomates. Mais une telle action suppose un gouvernement fort, que ne travaillent point des dissensions paralysantes. Est-ce le cas de la Russie d'aujourd'hui ? Voilà ce que se demandent nos patriotes, qui ne veulent point être dupes.

« Pas d'accords militaires ! » écrit le « Matin », qui résume ainsi la pensée d'une importante fraction de la bourgeoisie. C'est-à-dire, et en attendant d'y voir plus clair, pas d'engagements qui nous lieraient trop fortement aux desseins obscurs et inquiétants de la politique russe. Il n'est pas difficile d'imaginer l'argumentation, d'ailleurs très logique, du « Matin », argumentation reprise par un grand nombre de journaux, tels que l'« Ere Nouvelle », qui avaient en leur temps défendu la politique d'accord avec la Russie, inaugurée par M. Laval et sanctionnée par l'inoubliable communiqué de Staline. Même des organes pro-soviétiques, comme l'« Oeuvre », se montrent pleins de circonspection et de réserve et reconnaissent que le prestige international de l'U.R.S.S. est gravement atteint.

Nous ne tirons, quant à nous, aucune conclusion trop optimiste de cette hécatombe de généraux, qui nous eût réjouis en d'autres occasions... et surtout rassurés. Tout au plus pouvons-nous dire, qu'en raison des difficultés internes qu'elle rencontre, la politique de Staline pourra être moins ouvertement provocante et que, par conséquent, son action sur les terrains extérieurs perdra beaucoup de son acuité. Du même coup, notre propre impérialisme pourra perdre un peu de sa superbe et de sa malfaisance. Enfin, un certain repliement du stalinisme ne serait pas invraisemblable en Espagne. Mais, là encore, nous sommes plutôt sur le plan des conjectures.

La situation deviendra toute autre lorsque ce sera le peuple russe lui-même qui se chargera d'épurer l'armée rouge.

LASHORTES.

Réunions et Conférences de la semaine

Jeudi 17 juin

XI* J. A. C., à 21 heures, salle Marguerite, 6, rue Popincourt.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

LA VERITE SUR L'ESPAGNE

Orateurs : Coudry, Ringas, Barzangette, Dautreux.

Samedi 19 juin

GRUPE INTERCOMMUNAL BANLIEUE SUD

A 20 h. 30, Salle Lecoq, 50 Avenue de Fontainebleau à Biotère.

CAUSERIE

Robert Owen, précurseur du Socialisme par P. Montell.

Mardi 23 juin

MALAKOFF à 20 h. 30, Salle de la Coopé, 43 Rue Victor-Hugo à Malakoff

REUNION PUBLIQUE

LES EVENEMENTS DE BARCELONE

par Hem Day

retour d'Espagne

Jeudi 24 juin

AUBERVILLIERS, à 20 h. 30, salle Goubert, rue des Postes.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

L'ANARCHISME

Orateurs : Frémont, Barzangette, Coudry.

XIX* Groupe à 20 h. 30, salle Fougier, 158 bis, Rue de Flandres.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

LA PATRIE, CE MENSONGE

par A. Patorni

Jean MARESTAN

L'ÉDUCATION SEXUELLE

Edition revue, augmentée de chapitres nouveaux

En vente au Libertaire : 15 fr.

Franco : 16 fr. 50

NOUS ET LES "CLASSES MOYENNES"

Dans notre lutte contre ce qu'on appelle le Fascisme, c'est-à-dire la continuation brutale et oppressive du système capitaliste avec une domination plus accentuée d'un groupe capitaliste sur tel autre, nous nous heurtons à une moitié chemin aux « Classes moyennes », autour desquelles on fait actuellement une publicité tapageuse.

C'est qu'une simplification peu solide, mais qui souvent court, parmi des ultra-gauchistes, que de croire qu'en face du prolétariat il se trouve la seule classe des grands capitalistes. Il y a malheureusement ces classes moyennes qui se composent de petits bourgeois, tels que petits patrons, artisans, employés, fonctionnaires, etc.

Il existe, en France, d'après une statistique récente, 2.515.300 petits patrons et employés, plus 5.239.000 petits agriculteurs, artisans et d'autres dont l'état d'esprit est, paraît-il, politiquement, ce qui élève le nombre des « classes moyennes » à 7.754.300 en face de 13 millions de prolétaires.

Tout en tenant compte que cette statistique sort des fabriques de dénombrement de « La Pêche », on doit tout de même évaluer les classes moyennes à un nombre assez respectable.

Si les classes moyennes sont complètement inutiles dans la lutte révolutionnaire, elles peuvent se révéler d'autant plus nuisibles à la cause prolétarienne que leur nombre ajouté à celui des ouvriers réformistes peut, d'une manière purement électorale, amener un régime fasciste. D'autre part, au moment de la Révolution, elles sont en état, à l'aide des branches de commerce qu'elles détiennent, de saboter les réalisations ouvrières. La C.E.P.C.I. « Syndicat » des petits commerçants catalans et la spéculation sur les produits agricoles ont fait beaucoup de tort à la Révolution espagnole.

Quel est au fond l'intérêt de classe de la petite bourgeoisie ? En aucun cas elle ne peut se solidariser avec la marche du système capitaliste qui, à la suite de la concentration des capitaux, et des crises répétées tend à l'appauvrir et à la priver de ses moyens d'existence. D'autre part, cette immense masse de petits bourgeois n'est pas prête à se séparer, du jour au lendemain, d'abord la concentration des capitaux ne suit pas une évolution aussi foudroyante que Marx l'avait supposé. Puis, même si la petite bourgeoisie perd en effectifs, elle est toujours à même d'avoir des effets psychologiques déplorables sur les penchants réformistes des ouvriers. Tel est le cas de certains groupements du Front Populaire.

L'intérêt des classes qui ne profitent pas du régime capitaliste — les classes moyennes — en sont — est la Révolution Sociale. Chose qu'on leur fera, à cause de leur état d'esprit peu sympathique de petits bourgeois, difficilement comprendre. Mais il faudrait tout de même essayer de neutraliser une partie de la petite bourgeoisie.

On peut le faire :

1° En lui démontrant que le fascisme, auquel elle prépare actuellement le Parti Communiste par son chauvinisme, n'est qu'une suite du système capitaliste et que l'invention du fascisme n'a pas été faite pour les classes moyennes.

2° En démontrant — surtout quand il s'agit des jeunes — les théoriciens des classes moyennes — tels que Dubou pour les J.E.U.N.E.S. ou Bergery et Delais pour le « Front Social ».

Compter sur la disparition immédiate des classes moyennes ce serait fermer les yeux devant un danger qui en Espagne, en Allemagne et en Italie, a pris un caractère social.

Néanmoins, devant ces classes, doit se trouver, bien entendu, à l'opposé du Front Populaire qui en faisant semblant de les acquiescer se base sur tout ce dont le système capitaliste a besoin pour aboutir à sa phase fasciste.

Aucune concession sur le terrain ouvrier révolutionnaire et internationaliste ! Mais, dans la mesure du possible, mener une action qui rende passifs leurs côtés dangereux en leur expliquant les vrais rapports

JUMAIN.

Cercle Syndicaliste Lutte de classe

REGLEMENT INTERIEUR

Article 1er. — En application des principes qui sont à la base de la doctrine socialiste, le Cercle Syndicaliste Lutte de Classe se propose pour objectif : l'éducation des salariés dans l'esprit du syndicalisme lutte de classe, par l'étude des problèmes économiques et sociaux posés à l'attention du monde du travail.

Article 2. — Le Cercle entend développer cette action indispensable par la parole et par l'écrit ; organisation de conférences sur des sujets appropriés, édition de brochures éducatives, d'un organe périodique, collaboration aux revues et journaux ouvriers sous la garantie, par ceux-ci, du respect des écrits des membres du Cercle.

Article 3. — Limitant son activité à l'éducation le Cercle déclare ne vouloir se substituer en aucune façon à l'action spécifique des organisations syndicales. Respectueux de l'autonomie et de l'indépendance des sectes philosophiques ou partis politiques, il réclame, de leur part, la réciprocité à son égard.

Article 4. — Sous la dénomination d'Amis du Cercle Syndicaliste Lutte de Classe, le Cercle groupe dans son sein tout salarié organisé dans la C. G. T., qui accepte les principes généraux du Manifeste.

Article 5. — Les ressources du Cercle sont fournies par la vente de cartes d'Amis du Cercle, cartes de soutien, brochures, collectes, contributions bénévoles de ses membres.

Article 6. — Réunis en assemblée générale, les Amis du Cercle Syndicaliste Lutte de Classe élisent leur comité chargé de la direction des travaux du Cercle. Celui-ci élit son Bureau chargé du travail administratif.

Les assemblées générales du Cercle ont lieu périodiquement pour examiner son activité. Elles ont pleins pouvoirs pour renouveler partiellement ou en totalité les membres du Comité.

Article 7. — Le Cercle Syndicaliste Lutte de Classe porte son concours aux salariés désireux de constituer localement ou sur le lieu du travail, un cercle local ou d'entreprise ou d'organiser des conférences s'inspirant des objectifs définis par son Manifeste et le présent règlement.

Article 8. — Le présent règlement ne peut être modifié qu'en assemblée générale et à la majorité des membres du Cercle présents.

PERMANENCE

Le Cercle Syndicaliste « Lutte de Classe » informe tous les camarades qu'une permanence fonctionne désormais tous les jeudis ouvrables, de 18 à 20 heures, au siège du cercle : 44, rue des Archives, Paris (Hôtel de Ville).

Ils y trouveront renseignements, documentation, éditions du Cercle, etc.

Toute la correspondance doit continuer à être adressée au secrétaire : Duvernet, 31, rue de Paris, à Boulogne-Billancourt.

Pourquoi le Syndicalisme ouvrier doit-il rejeter l'arbitrage obligatoire

suivi de :

Salariés, amendez vos conventions collectives. La matière de deux conférences faites au Cercle Syndicaliste « Lutte de classe », est éditée sous la forme d'une brochure à 1 franc. Passer les commandes à Duvernet, 31, rue de Paris, à Boulogne-Billancourt, ou à la permanence du Cercle, tous les jeudis de 18 à 20 heures, 44, rue des Archives, Paris (IV*).

Jeunesse Anarchiste Communiste

Où va la Jeunesse Socialiste Autonome ?

Voilà plusieurs semaines, plusieurs mois déjà que les jeunes socialistes de la Seine, exclues ou dissoutes, sont dans l'auto-nomie.

Nulle part ils ne manifestent une quelconque activité ; l'agitation tenace, étendue, à laquelle ils nous avaient accoutumés a disparu.

Un numéro de la Jeune Garde a paru, le moins qu'on en puisse dire est qu'il est terné, sans dynamisme, sans programme solide, sans perspectives proches ou lointaines.

Les groupes locaux sont fort dépayés, divisés, incertains.

Le lien le plus solide qui les tient groupés est d'ordre sentimental : la camaraderie surgie lors des luttes en commun et de la co-existence pendant des années de vie militante.

Mais si cela suffit pour maintenir un milieu cela ne suffit pas pour faire vivre un mouvement.

Beaucoup de jeunes socialistes sont partis à la pêche, au billard ou lisent des romans policiers, d'autres retournent à la S.F.I.O., une minorité est entrée soit aux J.S.R., soit à la J.A.C. ; le problème n'est cependant pas résolu.

Maintenir un tel état de chose serait liquider pratiquement un passé de lutte et dissocier un solide faisceau d'énergies révolutionnaires.

Il faut agir, prendre une décision, choisir et rapidement.

Nous croyons pouvoir affirmer qu'un grand nombre de jeunes socialistes sympathisent avec la Jeunesse Anarchiste Communiste. Nous pouvons ajouter que si nous avons fait le maximum de propagande auprès des J.S. de la Seine, jamais nous n'avons tenté de les désagréger ou de les noyauter par des procédés de bluff, des manœuvres plus ou moins cousues de fil blanc ou des congrès d'unité purement fictifs.

Nous nous en trouvons plus à l'aise pour parler franchement aux camarades des Jeunes Socialistes Autonomes.

Une partie d'entre eux veut retourner au Parti Socialiste — à ceux-là nous disons que c'est parfaitement inutile s'ils croient vraiment à la nécessité d'une politique prolétarienne et révolutionnaire.

Rentrer au P.S. signifie pratiquement abandonner les positions pour la défense desquelles l'Entente fut dissoute avec le désavantage supplémentaire d'une Gauche Révolutionnaire en pleine bagarre sinon en liquidation.

Se maintenir en tant que fédération autonome n'est possible que sous deux conditions : agir, militer, lutter et ensuite poursuivre le travail, de clarification théorique que la réalité impose.

Agir seul est difficile, voire impossible ; le Front Révolutionnaire permet cette action.

Etudier, rechercher, nécessaire, plus de temps, exige des confrontations, des revirements.

Nous proposons de faire ce travail en commun, parce que comme les J.S. nous nous refusons de nous accrocher aux formules périmées et que nous voulons répondre aux problèmes de 1937 en analysant la situation de 1937.

Ces deux formes de travail, nous les avons proposées aux responsables de l'Entente à plusieurs reprises, nous les proposons publiquement aujourd'hui sans esprit de secte ni de boutique.

Nous croyons qu'il est possible de forger une jeunesse nouvelle en collaborant sur les deux plans, action et doctrine, en toute loyauté avec la certitude que nous finirons par nous unir plus étroitement.

A tous les membres de la J.S.A. de réfléchir et de répondre.

J. A. C.

J. A. C. (Région Parisienne)

Dimanche 20 juin

BALADE

A CHELLES

AU LIEU DIT « LES ILES MORTES »

Rendez-vous à 8 heures

Gare de l'Est (côté Banlieue)

CONVOCATIONS

Service d'ordre de la J. A. C. — Pour le meeting du Vel d'Hiv' les responsables du service d'ordre J. A. C. seront : Coudry, Ringas, Barzangette.

Les camarades de la J. A. C. devront être à 18 h. 30 à l'entrée, 21, rue Nélaton, ils demanderont les camarades responsables en entrant dans la salle.

C. I. de la Région Parisienne. — Le prochain C. I. aura lieu lundi 21 juin à 21 heures, au « Lib ». Il est indispensable que les groupes envoient un délégué.

II*, III*, IV*. — Tous les jeudis à 20 h. 30, café de l'Homme Armé, 44, rue des Archives, Paris. Présence indispensable de tous les adhérents.

V*. — Tous les mardis, à 20 h. 30, café Veil-Matin, avenue des Gobelins, angle rue des Gobelins.

VI* et VII*. — Réunion tous les jeudis à 20 h. 45, 68, rue de la Roquette. Tous les dimanches à 8 h. 30, vente du Lib. au même endroit. Le jeudi 17, tous à la réunion publique, 6, rue Popincourt.

XIII*. — Tous les mardis, 22, rue des Gobelins, à 20 h. 30.

XIV*. — Tous les vendredis, à 21 heures, café Papillon, 36, rue de Vanves.

XV*. — Tous les vendredis à 21 h., 117, rue Saint-Charles, chez Orcl.

XVI*, Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 21 heures, chez Cuvillier, 50, avenue des Montreaux, Billancourt.

XVII*. — Avec le groupe de l'U. A.

XVIII*. — Tous les mardis, à 20 h. 30, au Sans Souci, 100, rue Ordener.

XIX*. — Tous les mardis à 20 h. 30, salle Quélennec, 70, rue de Flandre.

XX*. — Tous les mardis, à 21 heures, chez Lejeune, 67, rue de Ménilmontant.

Etudiants et Lycéens libertaires. — Jusqu'aux examens, pas de réunion. Permanence tous les samedis après-midi au « Lib ».

Aulnay-sous-Bois. — Tous les vendredis à 20 heures 30, salle Delrieu, 10, rue Jules-Simon (angle de la rue d'Amiens).

Biotère. — Tous les mardis, à 20 h. 30, salle Lecoq, 50, avenue de Fontainebleau.

Bogigny. — Tous les samedis, à 20 h. 30, salle Duvernois, place Carnot.

La Courneuve. — Tous les mardis, salle de la Renaissance, 107, route de Flandre à 21 h.

Clichy. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 92, rue de Paris.

Colombes. — Permanence du groupe J. A. C. tous les samedis après-midi, 5, villa Kreissler (rue de la Reine-Henriette), au « Groupe d'Etudes Sociales ».

Gennevilliers. — Tous les vendredis à 20 h. 30, rue Saint-Denis.

Levallois-Perret. — Tous les samedis, à 21 h., 69, rue Marius-Aulan, au café.

Livry-Gargan. — Réunion vendredi 25 juin, à 20 h. 45, 44, allée Montgolfier.

Montgeron, Yerres, Brunoy. — Tous les premiers et troisièmes jeudis du mois, à 21 heures, salle Parthoumaud (Relai Forestier), au coin de l'avenue Pasteur et de la route Nationale.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle de la Coopé, rue de l'Eglise, 11.

Nogent. — Tous les mardis à 21 h. chez Barreau, 90, Grande-Rue.

Pré-Saint-Gervais. — Adresser la correspondance à Marcel Funck, 2, place Séverine.

Sartroville. — Groupe en formation. Ecrire à Leprince, 62, rue de la Frette pour renseignements.

Villeeneuve-Saint-Georges. — Réunion tous les 1er et 3e samedis du mois, à 10 heures du matin, chez Calloch, café-restaurant, avenue Carnot.

Chambry. — Tous les samedis à 21 h., au Bar Louis, rue de la Gare.

Grenoble. — Tous les mardis à 20 h. 30, café Maurice, 21 rue Fualteux.

Montpellier. — Tous les mardis à 20 h. 30, réunion au local, 1, boulevard Bonne-Nouvelle.

Lyon. — Les jeudis au siège de l'U. A. (Fédération Lyonnaise), 212, rue de Créqui.

Marseille. — S'adresser au camarade Claude, 176, cité Loucheur, Saint-Pierre.

Nice. — Un groupe est en formation. S'adresser à la mercerie Rose-Jeanne, 26, boulevard Pierre-Sola.

Alger. — Ecrire à André Vaillant, chez Mme Yvonne, 8, rue Berthelot, Algier.

Oran. — Pour le groupe J.A.C. s'adresser au Centre de Divulgation Sociale, rue de la Mosquée, 12.

GRUPE CAMPING

« Camarades ! Un groupe de campeurs est en formation. Sa première réunion d'information se tiendra le samedi 19 juin 1937, à 15 heures au Libertaire (local de la J. A. C.). Tous les camarades que la question intéresse sont priés d'y assister. »

Pour les règlements, utiliser le compte chèque postal Paris. R. Caron 963-75.

Les nécessités de la propagande exigent impérieusement de l'argent. Nous insistons auprès des trésoriers des groupes pour qu'ils règlent au plus vite cotisations et dépôts de matériel à Caron, trésorier fédéral.

NOTRE LIBRAIRIE

Réservez au Libertaire vos commandes de brochures et de livres.

En vente

De Lénine à Staline, Le Crapouillot.	10 »
Dossier des fusilleries (après le 30 juin de Staline)	5 »
Mea Culpa, par Louis-Ferdinand Céline	7 50
Ge q'uest devenue la Révolution russe, d'Yvon	2 »
Besour de l'U.R.S.S., d'André Gide.	7 50
Désobéir, par Vladimir	12 »
Refus d'obéissance, par Jean Giono	6 50
Les Damnés de la Terre par Henry Poulaille	18 »
Le Pain Quotidien par Henry Poulaille	15 »
Destin d'une révolution, de Victor Serge	18 »
L'Educaton sexuelle, de Marestan ..	15 »
Evolution et Révolution, de E. Reclus	15 »
La Conquête du Pain, de P. Kropotkine	15 »
La Douleur universelle, de S. Faure	15 »
L'Ethique, de Kropotkine	18 »
La Révolution espagnole et l'impérialisme, de Jean Bernier	1 »
La Grande retape, d'Aurèle Patorni	10 »
La véritable révolution sociale, Sébastien Faure	12 »
Les Fécondations criminelles, A. Patorni	6 fr.
Le Rire dans le Gimetière, A. Patorni	6 fr.
Dieu et l'Etat, de Michel Ba'ouinne	1 fr. 50
L'anarchie, sa philosophie, son idéal, Pierre Kropotkine	1 fr. 50
ABREGÉ DU CAPITAL, de Karl Marx, par Carlo Caffery	6 »
PRECIS DE GEOGRAPHIE ECONOMIQUE par Horrabin	9 »
L'ECONOMIE CAPITALISTE, par R. Louzon	12 »
REFLEXIONS SUR L'EDUCATION, par Albert Thierry	15 »
CULTURE PROLETARIENNE, par Marcel Martin	12 »
LETTRES DE SACCÓ ET VANZETTI ..	45 »
MAISON DU PEUPLE, par Louis Guilloux	45 »
COMPAGNONS par Louis Guilloux ..	7 50
CEUX DU TRIMARD, par Marc Stéphane	15 »
LA CITE DES FOUS, par Marc Stéphane	15 »
CALIBAN PARLE, par Jean Guéhenno	15 »
L'ENFANTEMENT DE LA PAIX, par Henry Poulaille	15 »
HISTOIRE DU TRAVAIL ET DES TRAVAILLEURS, par Pierre Brizon	20 »
LES CONQUERANTS par A. Malraux ..	15 »
LES CHARDONS DU BARAGAN, Panait Istrati	15 »
HISTOIRE DES BOURSES DU TRAVAIL, par F. Pelloutier (réédée)	20 »

PRENDRE BONNE NOTE QU'AUCUN ENVOI NE PEUT ETRE FAIT S'IL N'EST ACCOMPAGNE DU MONTANT DE LA COMMANDE MAJOREE DE 40 % POUR FRAIS D'ENVOI

AUCUN ENVOI N'EST FAIT CONTRE REMBOURSEMENT.

PARIS-BANLIEUE

PARIS-IX*

Une manifestation locale intéressante

Le groupe anarchiste du 9^e en accord avec le groupe « Francisco Ferrer » d'études sociales a le lundi 7 juin, reçu nos amis Jeanne et Eugène Humbert, animateurs de la « Grande Réforme ». Nos camarades ont traité le sujet suivant : « Nécessité d'une éducation sexuelle ».

Jeanne et Eugène Humbert s'attachèrent aux causes de guerre : sociales et biologiques, le surpeuplement, la religion, le militarisme, l'Etat et le capital et enfin les causes psychologiques relatives au clan, à la nation, les préjugés de couleur, de race, de langue et de mœurs et enfin plus intimement cette éducation particulière de l'être humain de l'animal, femme, homme, et enfant que la Ruche de Sébastien Faure, que l'école rationaliste de Francisco Ferrer, et plus près de nous, nos vaillants lutteurs de Catalogne et d'Aragon disputent aux autoritaires et politiques de tout acabit.

L'éducation libertaire et sexuelle de l'enfant fut largement traitée, les dogmes de l'enseignement et du mensonge religieux furent battus en brèche et passant enfin aux problèmes de l'hygiène de l'homme et de la femme, à la révolution sexuelle, à cet apprentissage de la maîtrise de soi, que les régimes de dictatures oublient de faire connaître aux foules pour les saturer d'illusions politiques. Jeanne Humbert termina sa conférence en passant la parole aux auditeurs qui regrettèrent d'Eugène Humbert l'aide compréhensive très documentée que nécessitait un aussi vaste sujet.

Bonne soirée pour notre petit groupe qui va s'attaquer à d'autres problèmes impérieux.

F. Beaudes.

BAGNEUX

M. Petit est maire de la Ville et député communiste de la circonscription.

Nos camarades anarchistes lui ont demandé une salle municipale pour faire, une fois par mois, une conférence publique éducative. Petit n'a pas répondu.

Il me souvient d'ailleurs lui avoir entendu proférer contre les anarchistes quelques sentences lapidaires dont les formules sont en honneur dans les palabres nationales communistes.

Nous pouvions espérer, camarade Petit, que vous étiez resté un homme. Hélas ! vous êtes, avant tout, un officiel, vous êtes député, vous êtes pour l'ordre bourgeois et votre main n'a plus peur de se saisir en se tendant à tous ceux qui représentent l'obscurantisme et l'oppression.

Anarchistes, nous sommes seuls contre toute la meute dont vous êtes un composant. Ceux de nos camarades communistes qui sont restés des révolutionnaires, et il y en a, n'ont pas encore vu cracher au visage ce qu'ils pensent. Mais avec ceux-là, nous pouvons encore espérer la lutte de classes, plus avec vous.

Nous aurons à nous occuper un peu de ce qui se passe à la Mairie où votre éminence grise Bouty règne en maître.

Notre brave « Libertaire » vous consacrera donc de temps à autre un petit article « maison ».

La lumière pénètre partout, la lutte sociale n'est pas un vain mot, la faim fait sortir le loup du bois, et ceux qui crèvent de faim parmi l'abondance sauront un jour se passer de vos discours.

Elie Caderal.

IVRY

Les Amis de la C. G. Leorne ont organisé une goûte au profit du Comité pour l'Espagne libre, avec le concours d'un orchestre local et de camarades chansonniers.

Nos camarades sont heureux de verser au Comité pour le soutien des orphelins espagnols le bénéfice intégral de la goûte, soit 300 fr.

Une collecte au profit du « Libertaire » rapporta 40 francs.

Les Amis de la Catalogne rappellent qu'un dépôt du « Lib. » est tenu au kiosque, 5, rue de Seine.

INTERCOMMUNAL BANLIEUE-SUD

Mêmes mœurs, mêmes arguments

Notre conférence filmée du 9 juin, au profit des orphelins espagnols, obint, malgré la chaleur, un succès relatif. 300 auditeurs applaudirent les exposés d'Emilienne Durruiti et de Frémont sur l'attitude de la C.N.T.-F.A.I. en Espagne, les trois films relatant les combats pour la Révolution et les magnifiques poèmes du grand ami M. Rostand sur l'Espagne martyre. Mais notre agitation croissante empêche de dormir les chefs communistes qui firent de leur mieux pour faire déchirer et recouvrir nos affiches annonçant la soirée.

La « Banlieue de Paris », journal nationaliste, nous donne les cloches au sujet du chapeau qui figurait sur les affiches où il était imprimé que « Ceux qui lacerèrent ou recouvrèrent cette affiche avant qu'elle ne soit périmée, seraient considérés comme traités à la révolution espagnole et traités comme tels ». Elle se sent morveuse et donc se mouche, demande quel traitement nous pourrions faire suivre, nous groupuscule (d'après Front Rouge) à ceux qui passeront outre à notre avertissement et nous demande à nous, et à nos « alliés communistes », d'appliquer le conseil que nous donnons aux autres. Nous répondons aux honnêtes nationaux de la « Banlieue Sud » que nous, libertaires, nous ne recourons jamais aucune affiche, car nous n'avons pas peur de lire ou d'affronter deux thèses différentes. Quant à nos « alliés communistes », leurs chefs emploient à notre égard les mêmes arguments que vous, et au point de vue national, eux et vous n'avez rien à vous envier. Ils sont vos alliés, gardez-les ! Vous nous promettez une douche froide pour abattre notre excitation, nous sommes plus charitables, nous voulons seulement vous transformer en travailleurs, vous qui possédez tout en ne pro-

duisant rien, alors que ceux qui produisent tout crèvent de faim. Allons, un peu de bon sens, et gardez vos amis qui ne seront jamais les nôtres, nous sommes dans la bonne voie, continuons !

Le Groupe Banlieue Sud

SURESNES

Nous faisons un appel pressant à tous les camarades anarchistes et sympathisants, pour qu'ils assistent nombreux à notre réunion de formation du Groupe libertaire de Suresnes qui aura lieu le mardi 2 juin, à 20 h. 30, salle du « Balcon des Iles », 73, quai Gallieni, à Suresnes, où nous envisagerons ensemble les divers moyens pratiques de propagande et d'action libertaire dans notre localité.

VOIX DE PROVINCE

ALES

A la distillerie de Cardet (Gard) où il est employé un groupe de 25 ouvriers syndiqués depuis les événements de juin 1936, il est curieux de voir comment les nouvelles lois sociales sont appliquées.

L'an dernier, les congés payés n'ont pas été accordés. Un ouvrier insistant pour les obtenir, le patron lui conseilla d'être plus raisonnable et moins exigeant, sans cela c'était le renvoi.

Pour le 1^{er} mai 1937, invitation au travail comme tous les autres jours de la semaine, les 40 heures d'application en est bonne chez le concurrent d'en face, ici la plupart des ouvriers font de 12 à 14 heures par jour pour un salaire de 40 francs. Parfois cela n'est pas suffisant et l'on travaille le dimanche pour le même salaire journalier, car on ignore le tarif des heures supplémentaires.

Les jours de paye n'existant pas, la plupart des ouvriers ont un mois de salaire en retard, certains même plusieurs mois.

Mais vous me direz cela est impossible, cela serait connu de tout le monde.

C'est justement parce que ces faits sont connus de tout le monde, que personne ne dit rien. C'est bien pourquoi d'ailleurs cet exploitateur pense que cela durera.

Quel est donc ce patron qui peut se permettre de telles dérogations aux nouvelles lois qui régissent le travail ?

M. Jean Bédard, fils du député communiste de la 1^{re} circonscription d'Ales, Auguste Bédard.

Ce même député de qui le dévouement pour la classe ouvrière n'a pas de limite, dans le dernier mouvement de grève des mineurs d'Ales s'était délégué lui-même auprès de la compagnie pour régler le litige.

Etait-il bien qualifié pour cela quand les ouvriers travaillant pour sa famille n'ont pas même le droit de réclamer les avantages dont jouissent les ouvriers partout ailleurs ?

Lavaur.

AMIENS

Le groupe libertaire participera à la manifestation La Barre, à Abbeville. Nous y rencontrerons les camarades du Vimeu. Une réunion des deux groupes aura lieu à Abbeville.

La réunion du groupe a lieu chaque mercredi dans une des salles de l'Union Coopérative ou, faute de salle, au café Hédié, place de l'Hôtel-de-Ville.

Le camarade Roussel se charge de la distribution du « Libertaire ».

CANNES

L'arrivée du président Lebrun à Cannes a été précédée d'une série de mesures scandaleuses envers nos camarades immigrés.

Dans la matinée qui précéda l'arrivée du président, trois camarades étrangers furent expulsés.

Puis ces messieurs de la police firent irruption chez nombre d'autres camarades connus pour leurs opinions anarchistes qui furent descendus au bloc, avec femmes et enfants, dès 5 heures du matin.

Fait bizarre : aucun immigré connu pour ses opinions communistes ne fut inquiété.

Ainsi le Front populaire continue les saines traditions de la police bourgeoise, en traquant impitoyablement les adversaires du régime.

Nous demandons : les électeurs du Front populaire ont-ils voulu cela ?

Quand cessera le scandale de la police omnipotente ?

P. S. — Nous recevons de nos camarades de Grasse un tract relatant les faits ci-dessus et protestant contre la farce des pseudo-démocraties ou expulsions et arrestations préventives sont toujours les méthodes ordinaires d'une police toute puissante.

Nos camarades protestent vigoureusement contre de telles mesures et tiennent à alerter l'opinion publique par tous les moyens contre ce scandale.

DIJON

Réponse à une mise en garde du Comité d'Entraide franco-espagnol.

Malgré les dénégations faites à deux délégués du Groupe de Dijon de l'« Eveil Anarchiste », ce dernier s'exprimant nettement visé par les allégations de la note parue le 5 et 6 dans la « Bourgogne Républicaine » et le « Travailleur » entend user ici du droit habituel de réponse.

De nombreux camarades se sont émus de la mise en garde signée du Comité Franco-Espagnol de la rue des Forges et nous prient de mettre au point la question.

Nous tenons donc à préciser que le Comité pour l'Espagne Libre (26, rue de Crussol, Paris-11^e) est créé pour venir en aide aux antifascistes espagnols. Que pour réaliser son but, il a adopté 200 enfants dont les parents ont été tués sur les fronts de Madrid, de Malaga et d'Aragon ; et que, pour se procurer les ressources indispensables à cette œuvre, il a émis des carnets de tombola. Ces carnets ont été accueilli-

lis avec joie et immédiatement placés par des camarades de toutes tendances.

Nous disons donc au Comité de la rue des Forges qu'il est bien mal venu de mettre en garde les personnes généreuses qui s'intéressent aux « innocentes victimes du conflit espagnol » contre les pratiques de « certains individus » qui, à la faveur d'une confusion involontaire ou volontaire, réussiraient à faciliter le placement de ces carnets.

Nous déclarons que nous sommes de ces « certains individus » qui non seulement réussissent, mais ont réussi à placer quelques centaines de carnets. Nous sommes de ceux qui, journalièrement, en placent encore, car il s'agit uniquement de donner du pain à deux cents enfants. Nous nous expliquons donc très mal l'attitude odieusement prise par le Comité de la rue des Forges. S'agissait-il de basse rancune ou de faux espoir de nouvelles polices ? Le Comité aurait-il déjà l'intention d'accaparer et conserver le monopole des bonnes actions, ou oserait-il se dire le seul ouvrier de l'entraide franco-espagnole ? Nous lui conseillons d'employer des moyens plus dignes que ceux d'une certaine « Compagnie ». D'autre part, nous faisons remarquer que l'« Eveil Anarchiste » n'aurait jamais eu l'insouciance de polémiquer sur une œuvre humaine, quelle qu'elle soit, d'où qu'elle vienne, lorsqu'il s'agit de donner du pain à quelques gosses. Que le Comité de la rue des Forges soit bien convaincu que, d'ores et déjà, le succès de la Loterie est assuré et que, malgré sa « mise en garde », une deuxième édition de billets s'écoulera, donnant ainsi la preuve de notre honnêteté. Nous tenons d'ailleurs à la disposition des intéressés tous documents justifiant notre loyale conduite, et nous invitons le Comité franco-espagnol dijonnais à mieux mesurer la réaction de ses mises en garde.

Le Comité de l'« Eveil Anarchiste ».

P. S. — Nous ne savons pas si les journaux locaux, entre autres la « Bourgogne républicaine », organe du Front populaire, et le « Travailleur », organe du P. C., inséreront cette réponse. Mais s'il faut revenir sur les détails de cette affaire, nous y reviendrons et nous irons jusqu'au bout.

LA FERTE-SOUS-JOARRE

Pour la première fois, le groupe anarchiste s'est manifesté extérieurement par une réunion publique sur les événements d'Espagne et la faillite du Front populaire.

Devant une soixantaine d'auditeurs, nos camarades Goudry et Daurat rendirent compte de l'activité de nos amis espagnols et de notre position vis-à-vis du compromis « ouvrier-petit bourgeois » du Front populaire français.

Le parti communiste avait, comme à l'habitude, boycotté notre réunion auprès de ses adhérents, à l'exception d'un contradictoire et de la clique habituelle qui prirent la défense très non-communautaire du drapeau tricolore, de la « Marseillaise », des petits commerçants et des petits rentiers.

Malgré les difficultés de propagande dans cette petite ville, où Croix de Feu et catoliques parlent en maîtres, le groupe anarchiste de la Ferte-sous-Jourarre poursuit inlassablement son action pour le regroupement de toutes les consciences révolutionnaires.

Nous annonçons pour bientôt une tournée de propagande dans les villages environnants.

Pour les renseignements, écrire au « Libertaire ».

LYON

Action directe

Les ouvriers de l'usine Bailly-Comté, rue du Tournel, à Lyon-Vaise, s'étaient mis en grève et avaient occupé l'usine pour protester contre le renvoi d'un camarade. Après trois jours d'occupation, la police les délogea brutalement profitant du petit nombre d'ouvriers présents.

Pour protester contre ce coup de force, les métallos du secteur de Vaise décidèrent une grève d'une demi-heure le lendemain matin et une grande manifestation pour le soir. Rendez-vous fut donné devant l'usine Bailly-Comté. Deux mille ouvriers et ouvrières y participèrent. Le camarade Debezé, du secteur de Vaise, appela les ouvriers à l'action. Le stalinien Dumas, secrétaire du syndicat, voulut parler du Front Populaire, mais il fut interrompu par un camarade de l'U. A. Michel, secrétaire de la section des demandeurs d'emploi, qui manifesta devant le commissariat et le poste de police, et malgré l'opposition de Dumas, c'est au cri de « A bas les flics ! » que le cortège parcourut les rues de Vaise, entraîné par Debezé et par les anars du groupe local travaillant dans la métallurgie.

A noter que les « cognes », si courageux lorsqu'ils sont en force, ne se montrèrent pas, sauf le commissaire de police qui fit une promptie retraite, lui par les paroles présents.

M. Lavorel.

Propagande estivale

Voilà venir l'été et le calme, pour tout ce que les parlements comportent de politiciens et de félons. Nous, les anars, la pratiquerons-nous, cette infatigable poursuite ? La révolution, la vie de la presqu'île ibérique, sera-t-elle sacrifiée à un long ruisseau chantant, à un saule touffu et creux, choses pleines d'agrément, certes, mais combien dérisoires pour un homme... humain... ou humanitaire ? Il ne le faut pas. C'est pourquoi, nous devons continuer la lutte dans nos secteurs, dans nos quartiers. Et de quelle façon ? La chaleur met un frein à tous les colloques productifs ou vains. Il reste tout de même les balades champêtres, et... les bals en plein air. Foin de préjugés, il faut être « réels ».

Sur notre place, dans notre rue, une craie à la main, le « lib » collé à la poitrine, préparons le sursaut d'octobre. Ne négligeons pas une occasion de ramasser quelque chose, car la prochaine saison, nous le prévoyons, sera tout de suite la saison de la chaleur, et elle voit notre travail de base momentanément arrêté. L'affermissement définitif, de nos conceptions justes, et de notre idéal d'un ciel plus bleu sur des fronts plus larges.

Maurice Gesbron.

MARSEILLE

Tombola-Souscription du Comité des Femmes libertaires au profit des orphelins espagnols.

Numéros gagnants

2.647 1.168 0.759 2.342 0.339 0.446 1.067 0.324 0.709 1.092 1.623 0.235 2.324 1.901 2.653 0.060 0.817 0.013

Prière de venir réclamer les lots au 18, rue d'Italie, tous les soirs, de 18 h. à 19 h. 30.

SAUMUR

Sous l'égide de la S. F. I. O., section de Saumur, eut lieu, au foyer du Théâtre, dimanche 6 juin, une réunion publique et contradictoire, avec la concours des citoyens Gernez Raymond, député du Nord, et Asensio, conseiller municipal d'Angers, secrétaire général, etc.

Chacun des orateurs ayant développé et illustré les sottises du monde moderne, non sans quelques incohérences et aussi sans bousculer la logique, l'auditoire acquis au front populaire acclama L. Blum.

Cependant, notre camarade Mée, du bâtiment, qui se trouvait là, vint apporter quelques contestations bien senties à cette polémique, de même qu'un de nos jeunes amis sympathisants vint également apporter quelques coups de boutoir désagréables à ces apôtres du front populaire qui répondirent par des acotés embarrassés.

Quoi qu'il en soit, l'homme du front populaire a abandonné la malheureuse Espagne à ses bourreaux. Ne soyons pas dupes !

Dupré.

LA VIE DE L'U.A.

ATTENTION !

Tout ce qui concerne Le Libertaire doit être adressé à SCHECK, 9, rue de Bondy Paris (10^e). Les envois d'argent au chèque postal :

SCHECK André, 487-78, Paris.

Commission administrative. — Lundi 21 juin, à 21 heures, au « Libertaire ». Ordre du jour important. Présence indispensable.

Commission d'initiative de la Fédération parisienne. — Samedi 19 juin, à 20 h. 30, au « Libertaire ».

Ve et Vi arr. — Tous les mercredis à 20 h. 30, salle d'Arletan, 22, rue Broca.

IX^e arr. — Tous les lundis à 21 h. au Cadet, rue Cadet.

XIII^e arr. — Réunion du groupe tous les mardis, 22, rue des Gobelins. Réunion commune avec la J.A.C.

XIV^e arr. — Tous les vendredis à 21 h. au café Papillon, 36, rue de Vanves.

XV^e arr. — Tous les vendredis, à 21 h., chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XVI^e arr. et Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis, à 21 h., chez Cuvilliers, 50, avenue des Moulins, à Boulogne-Billancourt.

XVII^e arr. St-Ouen. — Tous les jeudis à 20 h. 30, 3, rue des Appennins.

XVIII^e arr. — Réunion tous les mercredis à 21 heures « Au Sans-Souci », 100, rue Ordener.

XIX^e arr. — Pas de réunion cette semaine. Tous au Vel d'Hiv vendredi.

Jeudi 24 juin à 20 h. 30, salle Fougner, 158 bis, rue de Flandre, réunion publique et contradictoire sur « La Patrie, ce mensonge », par A. Paterni. Appel à tous.

XX^e arr. — Tous les mercredis, à 21 h., chez Lejeune, 67, rue Ménilmontant, au 1^{er} étage. La J. A. C. se réunit avec le groupe adultes.

Asnières. — Tous les dimanches matin, à 9 h. 30, 1, rue de Metz, au coin de la rue du Mesnil, vente du « Libertaire » le jeudi et le vendredi au Bourguignon, le dimanche au marché des 4-Routes.

Bagneux. — Tous les lundis, à 20 h. 30, café Veron, 150, rue Aristide Briand, à Bagneux.

Blanc-Mesnil. — Tous les lundis, 20 h. 30, salle Auguste, 11, avenue des Lilas. « Le Libertaire » est en vente chez le dépositaire, avenue Henri-Barbusse.

Bobigny. — Samedi à 20 h. 30, salle Duvernois, place Carnot.

Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 21 h. chez Cuvilliers, 50, avenue des Moulins.

Chelles. — Vendredi 25 juin, à 21 heures, rue Gambetta, Tous présents.

Clamart. — Le « Libertaire » est en vente au Café Gouffroy, 41, avenue du Bois-de-Boulogne.

Champigny. — Vendredi à 20 h. 30, chez Ferrer, 3, rue de Villiers. On trouve le « Libertaire » à la Librairie près de la Mairie.

Canton de Charenton. — Mardi 22, à 20 h. 30, chez Le Calvez, quai des Carrières, à Charenton. Tous présents pour régler les carnets de tombola.

Intercommunal Banlieue Sud. — Pas de réunion vendredi. Tous au Vel d'Hiv, à 19 heures pour le service d'ordre.

Samedi 19, à 20 h. 30, salle Lecoq, 50, avenue de Fontainebleau, à Bicêtre, causerie de P. Montell sur « Robert Owen, précurseur du socialisme », Appel aux sympathisants.

Glichy. — Tous les lundis soirs à 20 h. 30, au 92, rue de Paris.

Colombes. — Permanence au Groupe d'Etudes Sociales, 5, av. Kreissier (rue de la Reine-Henriette). Tous les samedis après-midi.

Drancy. — Tous les samedis, à 20 h. 30, salle Passenon, 50, avenue Marceau.

Ermont. — Tous les lundis à 9 h., 125 bis, rue de la Gare au fond de la cour à droite.

Ermont. — Ballade champêtre le dimanche 27 juin en forêt de Saint-Leu, organisée avec le groupe Floral. Départ gare du Nord.

Gennevilliers. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 90, rue Saint-Denis.

Canton de Charenton. — Le « Libertaire » est en vente à Charenton chez les marchands de journaux suivants : place des Ecoles, Charenton; rue du Pont, Saint-Maurice.

Ivry. — Réunion sur convocation du secrétaire, Le Courneuve (Usine Rateau). — Tous les vendredis à 17 h. 30, salle Titin, rue Rateau.

Levallois-Perret. — Tous les jeudis à 20 h. 30, café Giroux, 83, rue Chevalier.

L'Hay-les-Roses. — Un groupe est en formation, nous donnerons le lieu de la réunion dans un prochain numéro.

Livry-Gargan. — Vendredi 25 juin, à 20 h. 45, au siège, 44, allée Montgolfier, à Gargan.

Malakoff. — Mercredi 23 juin, à 20 h. 30, salle de la Coopé, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff, conférence publique par Hem Day (retour d'Espagne) sur « Les derniers événements de Barcelone ».

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise.

Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, au café du Silex, maison Pige, face à la mairie.

Palaiseau. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, au local habituel.

Pontoise. — Réunion tous les quinze jours. Pour tous renseignements, s'adresser au 14, rue Beaujour, de 12 à 14 heures et après 18 heures.

Puteaux-Neuilly. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, Salle Municipale, rue Roque-de-Fillol.

Sarcelles, Saint-Brice. — Un groupe de l'U. A. est constitué. S'adresser à Louis Legros, 8, rue de Chaufoeur, à Sarcelles.

Sartroville. — Tous les dimanches, les camarades anarchistes de Sartroville-Maisons-Laffite se retrouvent derrière nos amis vendeurs du « Libertaire » et du « Combat syndicaliste », au marché, à partir de 9 heures, près de la gare.

Sainte-Geneviève-des-Bois. — Le « Libertaire » est en vente chez Couyères, libraire, 77, avenue de la Gare, et chez Maurice, cafetier, 2, avenue de la Gare.

Stains. — Mardi à 20 h. 30, chez Frédo, boulevard Maxime-Gorki.

Valenton. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle du Château.

Vitry. — Tous les mardis, à 20 h. 30, 56, rue du Génie.

Vert-Galant, Villepinte, Villeparisis. — Permanence tous les dimanches, à 11 h., café Dumet, avenue de la Gare, Vert-Galant, café Rochard, avenue de la Gare à Villeparisis.

Villeneuve-Saint-Georges. — Réunion tous les 1^{er} et 3^e samedis du mois à 10 heures du matin chez Calloch, café-restaurant, avenue Carnot.

Versailles. — Tous les jeudis, à 21 h., au café de la Grande-Fontaine, 63, rue de la Paillasse, Versailles.

Secteur Sud. — Réunion générale des groupes de Charenton, Vitry, Ivry, Gentilly, l'Hay-les-Roses, Villejuif, 1^{er} et XIII^e arrondissements, le samedi 26 juin, à 20 h. 30, salle de derrière la mairie de Bicêtre. Questions importantes à l'ordre du jour. Présence indispensable.

Le responsable : Castellaz.

Aimargues. — 1^o Le Groupe fait connaître aux sympathisants que son lieu de réunion est à la Maison du Peuple et les invite à assister tous les premiers vendredis du mois.

2^o Les jeunes camarades sont invités aux réunions des Jeunesses syndicales révolutionnaires ou le meilleur accueil leur sera réservé.

Amiens. — Pour la vente du Lib., s'adresser à Roussel, 28, rue Daine-Jeanne.

Annecy. — Tous les mercredis, à 8 h. 30, café du Globe, au 1, rue de la Filaterie.

Arles. — On trouve le « Libertaire » chez Deshons, marchand de journaux, boulevard des Lices.

Les parias de la terre sont en grève

Hobereaux, fascistes et mobiles
les matraquent.

**Blum les aide
en faisant voter
5 milliards d'impôts
que paiera
la classe ouvrière**

L'Unité syndicale est-elle toujours un bienfait ?

Bien des ouvriers révolutionnaires sont amenés en France à se poser cette question et cela pour des motifs inspirés autant par la vie syndicale des autres pays que par celle de l'intérieur du territoire que nous habitons.

Le problème international syndical, le plus angoissant de l'heure actuelle est : la fusion se fera-t-elle entre les deux grandes organisations syndicales espagnoles, l'U.G.T. et la C.N.T. Dans quelles conditions cette fusion s'opérerait-elle ?

De part et d'autre le désir d'aboutir à l'unité syndicale est affiché dans d'abondants et brillants articles et discours. Pourtant l'œuvre de la fusion elle-même n'avance guère, malgré qu'elle est annoncée depuis des mois. Les hésitations sont grandes aussi bien chez les dirigeants qu'à la base syndicale elle-même.

Les dirigeants animés à côté des soucis syndicaux par des préoccupations inspirées par les organisations d'affinité cherchent la formule qui leur permettrait de maintenir leur influence. Que deviendra celle du Parti Socialiste et celle des Communistes qui pénétrèrent fortement les organisations syndicales d'Espagne et quelques ramifications syndicales moins importantes en Catalogne ? Ne va-t-elle pas être largement contrebalancée par les fortes masses catalanes venant de la C.N.T. ? D'autre part l'influence des groupes de la F.A.I. s'entrelaçait s'interpénétrant intimement avec la C.N.T., au point d'avoir les mêmes locaux, les mêmes journaux, les mêmes mixtes de comités, vont-elles être admises par les ouvriers social-démocrates et communistes, qui dans certaines contrées d'Espagne sont en majorité, ou en minorité importante ? A quelle internationale va adhérer l'organisation nouvelle ? Les socialistes et les communistes acceptent-ils d'entrer à l'A.I.T. ou les anarcho-sindicalistes consentiront-ils à se soumettre à l'Internationale d'Amsterdam ?

Mais par delà ces questions qui malgré leur importance inquiéteront surtout les directions et divers comités de l'U.G.T. et la C.N.T., la masse ouvrière espagnole est en droit de se demander quels avantages et quels inconvénients apporterait cette fusion.

Avantages : Il va de soi que tous les problèmes de l'organisation de l'industrie collectivisée seraient beaucoup plus facilement résolus lorsque la dualité entre comités et syndicats aurait disparu, cela augmenterait en général l'influence des syndicats dans la vie sociale, permettrait de pousser la guerre civile avec plus de vigueur et de ténacité.

Inconvénients : Mais dans la centrale syndicale unifiée les partis politiques et même la F.A.I. ne poursuivraient-elles pas la lutte d'influence pour maintenir et même agrandir leur zone d'action. Ceci ne transformerait-il pas l'organisation nouvelle en un formidable panier de crabes où les intrigues se multiplient créant une ambiance intenable et absorbant une grande partie de l'énergie nécessaire aux batailles antifascistes ?

D'autre part, l'U.G.T. en Catalogne a accepté l'adhésion de quantité de petits et moyens patrons, tolérant même l'organisation séparée de ceux-ci formant dans son sein le fameux G.E.P.C.I.

Cette centrale a pris ainsi figure de corporation tentant de lier les intérêts patronaux à ceux des ouvriers.

En outre la direction de l'U.G.T. en Catalogne complètement inféodée au P.S.U.C. parti adhérent au Comintern, a en fait supprimé toute démocratie au sein de sa centrale : plus de congrès, plus d'assemblées générales, plus d'élections des diverses organisations, c'est une véritable dictature des bonzes.

Il est difficile et inutile de donner des conseils à distance, s'il est permis de formuler une opinion, ne fut-ce que pour démontrer que les libertaires de France ne sont pas que des critiques systématiques, la voici :

L'unité syndicale en Espagne est désirable si elle peut être élaborée dans de vastes et nombreux congrès de l'U.G.T. et de la C.N.T., précédés à leur tour par une série d'assemblées générales locales : elle pourra alors être le résultat de la véritable volonté ouvrière, déterminant les statuts, les programmes, la tactique nouvelle et choisissant librement les hommes délégués à la direction. Si ces conditions de préparation ne peuvent être obtenues, il vaut mieux que la fusion ne se fasse pas pour l'instant et que les tâches immédiates soient réalisées en commun par une alliance maintenant l'existence des deux centrales syndicales.

Mais à côté de l'unité syndicale à réaliser en Espagne, ne faut-il pas faire le point en France, examiner les résultats obtenus et à la lumière des enseignements recueillis juger notre position passée et déterminer notre tactique future.

Résultats positifs : Ce qui a pu être conquis en juin 36 et depuis, quelle qu'en soit la valeur relative dans la mesure où cela (augmentation de salaire, semaine de 40 heures, délégués d'atelier) a été conquis, est dû entre autres, à la grandeur des effectifs en mouvement, conséquence à son tour de l'unité accomplie ou en train de s'accomplir.

Résultats négatifs : Les promesses faites quant à l'indépendance syndicale n'ont pas été tenues ; nombre de fédérations pratiquent le cumul des mandats politiques et syndicaux ; loin d'être une C. G. T., lutte de clas-

le libertaire syndicaliste

UN AN APRÈS

La presse du Front populaire a célébré sur tous les tons l'anniversaire des accords Matignon précipitamment conclus pour arrêter la poussée menaçante de la classe ouvrière.

Voici un an, en effet, que, chauffée à blanc durant la période électorale, la classe ouvrière, impatiente de voir se réaliser les promesses qui lui furent prodiguées, se soulevait en une immense vague de fond et, sans même attendre l'arrivée au pouvoir des nouveaux élus, occupait les usines afin d'imposer, par cette nouvelle méthode de la grève sur le tas, sa volonté d'affranchissement du fardeau de servitudes qu'à la faveur de la crise ne cessait d'accumuler le patronat.

Si imparfaits qu'ils soient, on peut dire que ces accords qui portaient en eux la reconnaissance du droit syndical, le relèvement des salaires, l'institution des délégués d'ateliers et des conventions collectives, la promesse des quarante heures et des congés payés, tout cet ensemble suscitait de légitimes espoirs parmi les travailleurs.

L'application des nouvelles dispositions fut d'ailleurs proportionnée aux capacités de lutte et à la compétence ouvrières. Dans la région parisienne où la combativité ouvrière s'affirmait d'appréciables résultats furent obtenus.

Mais le premier moment de stupeur — de frousse, pourrait-on dire — passé, patrons et politiciens s'employèrent hâtivement à faire rentrer dans l'ordre l'état d'« anarchie » suscité par la révolte ouvrière.

Ceux qui avaient rivalisé de démagogie électorale se révélèrent, devant la réalité des faits, de plats politiciens apeurés, submergés, face à la volonté de lutte qui se manifestait dans les rangs ouvriers.

Ceux qui, chaque jour, dressent l'épouvantail de l'hitlérisme pour réclamer l'union de la nation française libre, forte et heureuse, exigèrent de leurs troupes les apaisements nécessaires au maintien de la paix sociale dans l'union sacrée.

On déclarait que « tout n'était pas possible »,

« qu'il fallait savoir terminer une grève », que « les occupations d'usines devenaient une arme dangereuse », bref, qu'un « changement radical, à brève échéance, de la situation politique et économique, face à la menace hitlérienne, risquerait de mettre en jeu la sécurité de la France pour laquelle le Front populaire est responsable ».

C'est à l'aide de pareils sophismes que l'on est parvenu à tempérer l'enthousiasme du début et que le patronat a pu se ressaisir et faire échec à une partie importante des revendications ouvrières.

On est à même, aujourd'hui, de mesurer les résultats d'une telle politique d'abdication.

Tandis que l'on s'est continuellement refusé à l'application de l'échelle mobile des salaires, le pouvoir d'achat ouvrier est descendu, pour la plupart des salariés, au-dessous du niveau d'avant juin 36. Et les élus du Front populaire viennent d'accorder à leur gouvernement les pleins pouvoirs pour appliquer une nouvelle hausse des tarifs de chemins de fer, des postes, du tabac, etc., afin de procurer au Trésor 5 milliards de ressources supplémentaires. On voit que, sous ce rapport, les perspectives sont rien moins que réjouissantes.

D'autre part, le droit syndical, s'il est reconnu sur le papier, est, dans les faits, perpétuellement bafoyé. Le droit au travail est, lui aussi, en voie de disparition. Les éléments suspects de velléités revendicatives sont laissés à la porte, tandis que l'on chasse les éléments actifs du mouvement ouvrier. Les travailleurs qui se sont laissés bernier une fois de plus en acceptant de ne pas toucher aux conventions collectives, sur la promesse qu'une réglementation de l'embauchage et du débouchage viendrait à bref délai leur apporter les garanties nécessaires, toléreront-ils longtemps encore d'être les victimes de la carence de leurs dirigeants ?

Des symptômes inquiétants marquent une reprise de l'offensive patronale. Les travailleurs agricoles en grève pour leurs salaires sont sauvagement matraqués par les mercenaires fascistes appuyés par les gardes mobiles.

Partout le fascisme relève la tête. Passé au service des banques, le renégat Doriot attend son heure, misant sur le mécontentement grandissant des masses pour s'engager dans une aventure qui pourrait ne pas tourner à notre avantage si nous persistons dans cette attitude d'expectative.

Pourtant, devant cette situation grosse de dangers, nos dirigeants syndicaux ne savent que proclamer leur fidélité au gouvernement de Front populaire auquel ils enchaînent le sort de la classe ouvrière.

L'impuissance gouvernementale cédant à la pression des féodalités économiques et financières, ne semble pas les émouvoir outre mesure.

Bien au contraire, on multiplie les garanties pour tranquilliser le capital. Jouhaux, à Périgueux, a répété que « la C. G. T. n'avait jamais séparé la défense des intérêts ouvriers de la considération de l'intérêt général du pays ».

On s'évertue ainsi à préconiser la collaboration des classes pour faire oublier, comme un mauvais souvenir, que la mission historique du syndicalisme vise à la disparition du patronat et du salariat.

La duperie a assez duré. Plus que jamais, les syndicalistes conscients et surtout les anarchistes doivent conserver le contact avec les travailleurs et s'employer dans les assemblées ouvrières et sur le lieu de travail à éclairer ceux que l'on tente encore d'abuser sur le véritable rôle de l'action ouvrière, qui n'a à attendre que d'elle-même, les moyens de réaliser ses aspirations.

Il s'en faut de beaucoup que la meilleure façon de célébrer la victoire de juin 36, c'est de reprendre les méthodes de lutte qui ont permis cette victoire.

N. FAUCIER.

Dans les boîtes et sur les chantiers

AUX ABATTOIRS DE LA VILLETTE

Malgré l'incontestable grande victoire électorale du Front Populaire il y a treize mois ; malgré la non moins grande promesse gouvernementale de dissoudre et de réduire au silence les ligues fascistes afin d'assurer les militants ouvriers contre les risques de diffamation, de menaces et d'injures, rien n'est légalement changé aux abattoirs de la Villette. L'élément fasciste ou pro-fasciste se développe, financé par les bouchers en gros. Le P. S. F. cherche, à l'aide du Syndicat professionnel, à attirer à lui une partie du prolétariat, de ce prolétariat trompé, déçu et sans conscience de classe qui, pour un croûton de pain, trahit ses frères et se met au service de son pire ennemi : le patronat.

C'est ainsi que dans le journal local du P.S.F., Les Libertés Républicaines du XIX^e, un certain D. répond à un article de notre camarade Dubois paru dans Le Travailleur des Abattoirs, où celui-ci fustigeait certains patrons, gueuletonnant et disant : « l'Hôtel Lutétia ».

Dans sa réponse, le sieur D. essaie de mettre en doute la sincérité syndicale de notre ami Dubois. Prétendant que tout ouvrier sérieux et travailleur peut espérer être patron ; mais que, par contre, Dubois aurait peur de perdre ses économies et qu'il préfère une place plus lucrative dans un abattoir municipalisé en attendant d'être soviétisé.

Travail, honnêteté, liberté, telles sont les formules avec lesquelles se gargarisent D. et ses semblables. Pour nous, qui connaissons certains

de ces bouchers en gros — individus bien gras et aux gros bras, mais à la petite cervelle, parvenus sans scrupules, rapaces aux profits, ni bourgeois ni ouvriers — de tels propos nous font bien rire.

Allons, monsieur D. tenez-vous tranquille, nous connaissons vos combines et nous pourrions avoir l'occasion de les dévoiler à ces consommateurs que vous ne craignez pas d'empoisonner.

Vous parlez d'honnêteté, vous dont un bénéfice moyen de 100 à 150 fr. par vache ne suffit pas et qui employez ou avez employé cette escroquerie qui consiste à faire insérer une annonce dans la presse demandant des capitaux. Après avoir fait miroiter un large profit à votre victime, celle-ci s'aperçoit un jour qu'elle a été roulée, les capitaux sont infailiblement engloutis dans une mauvaise affaire.

Voilà ce que sont ces tartufes, moralistes d'un nouveau genre.

Dans le prochain numéro nous reparlerons de l'abattoir de la Villette et de ceux qui l'occupent. Dans l'attente, nous avertissons nos nombreux camarades anarchistes qui y travaillent que dès les vacances passées, nous allons constituer un groupe de l'U. A. à l'intérieur de l'abattoir où nous envisageons les moyens de réduire au silence les défenseurs de la propriété privée.

A. Barzangette.

CHEZ LES LAVEURS DE GLACES

Les nettoyeurs de la maison Reny, rue Laghouat, sont en grève.

Cette maison a la prétention, devant le rajus-

lement de 14 0/0, plus les 15 0/0 qu'elle a déjà dû consentir de mettre aux pièces le travail qu'elle payait à la semaine.

Les camarades de cette boîte se jugeant lésés ont débrayé.

Fort de leurs droits et sûrs de la solidarité de classe et de l'appui moral et matériel de leur syndicat, ils ont décidé à mener jusqu'à la victoire la lutte contre leur exploiteur.

CHEZ R. B. V.

Les travailleurs de l'usine R. B. V., Paris (20^e), ayant eu connaissance par la presse — de la décision prise entre le Gouvernement et les dirigeants syndicaux et confédéraux, de proroger de six mois les actuels contrats collectifs.

Déclarent que cette décision, si elle devait être prise, ne pouvait être que par les syndicats eux-mêmes et exigent d'être consultés chaque fois qu'une décision importante doit être prise ; faute de quoi, il ne peut être question de démocratie syndicale.

D'autre part, les ouvriers de l'usine R. B. V. estiment que le mouvement syndical ne peut et ne doit être à la remorque d'un gouvernement (fut-il de Front Populaire). En effet, sous prétexte de non-intervention, le gouvernement français d'accord avec les bourgeois de la City, renforce le blocus contre l'Espagne ouvrière qui lutte, les armes en mains, contre le fascisme international.

Vive le syndicalisme, lutte de classe !
Vive l'unité syndicale internationale !
(Adopté à l'unanimité).

Le mouvement syndical

LA GREVE DE LA SOIE

140 ouvriers de la Société « La Soie », 155, rue Saint-Denis, occupent les locaux depuis le 20 avril.

A cette date, les patrons décidèrent la suppression du rayon « moulage » nécessitant le renvoi de 10 employés dont 5 responsables de la C.G.T. (2 délégués du personnel et 3 membres du bureau de la section syndicale).

Ces employés comptaient de 10 à 45 ans de services à la société.

Or, depuis le 1^{er} janvier 1937, 10 nouveaux employés ont été embauchés, tous membres ou sympathisants du P. S. F.

Notons que le renvoi des dix camarades hitlérisés était immédiat, et que les patrons refusèrent toute discussion avec les délégués de la chambre syndicale.

Apprenant cette inqualifiable provocation des

directeurs, les deux cents employés de la boîte décidèrent le 20 avril, à 18 h. 30, de débrayer et d'occuper les locaux.

Au bout de huit jours, malgré les manœuvres et les provocations de toutes sortes, la direction avait à peine réussi à détacher 60 employés du bloc des 200 grévistes.

Depuis, les 140 camarades tiennent bon, et après deux mois de grève, on n'enregistre aucune défection nouvelle.

Tous les moyens sont bons à la direction pour le sabotage de notre action : Attaques aux prud'hommes, calomnies déversées à flots sur les grévistes, tentative de rejeter la responsabilité des grèves sur une soi-disant fraction communiste, alors que l'action est le fait de l'unité ouvrière, rien ne manque au tableau des manœuvres patronales.

Fait plus significatif : les patrons refusent d'accepter l'arbitrage prévu par la loi.

Comprenez-vous, camarades, qu'il n'est pas d'autre loi et d'autre arbitrage que ceux que nous imposons dans la lutte.

Les lois du Parlement servent avant tout l'arbitraire patronal.

La loi des ouvriers-brise, elle, cet arbitraire jusqu'à la victoire complète.

Camarades, notre solidarité et notre action sont notre force.

Vive la grève et l'occupation jusqu'à la victoire !

Un syndicaliste.

SOLIDARITÉ ? OUI ! MAIS RÉVOLUTIONNAIRE

La solidarité est à l'ordre du jour. On ne parle que d'elle et d'ailleurs ce n'est pas nous, anarchistes, qui y trouverions à redire, si la solidarité à laquelle on fait appel constamment, n'était pas, dans le cas qui nous occupe, la moins efficace de toutes : la solidarité pécuniaire.

Eh ! oui camarades, versons nos thunes, pour aider les copains en grève ; versons nos thunes pour soulager les misères les plus immédiates, pour que les enfants, les vieillards, les femmes, ne crèvent pas de faim ; mais est-ce là tout ce dont nous sommes capables ? Si c'est là, la seule solidarité dont nous puissions faire preuve, alors camarades, je crie « casse cou ! » La cause est perdue d'avance. Sur ce terrain là le patronat ne nous craint pas : nos troncrons et nos tirelire ne feront jamais le poids des coffres-forts.

Mais il y a d'autres manières de pratiquer la solidarité, heureusement d'ailleurs, et la bon cagétiste (que je dis, parce que d'aucuns le contestent), c'est dans le « Peuple » que je vais choisir un exemple, qui ne sera jamais assez imité (6^e page, 6^e colonne, 12^e juin).

Sur le paquebot « Normandie » il y a un salon de coiffure, dont les ouvriers coiffeurs adhèrent à la C. G. T.

Ces ouvriers coiffeurs avaient un délégué, au grand dam de la gérance du salon, dont la concession a été donnée à une maison parisienne... Or donc, la veille du départ du « Normandie », le délégué des coiffeurs et deux ouvriers furent avisés qu'ils étaient licenciés...

Je passe sur les efforts des responsables syndicaux pour faire rapporter cette décision injustifiée, mais devant le menace de tout l'équipage de mettre sac à terre, si les coiffeurs n'embarquaient pas, la gérance du salon de coiffure fut, après la direction du personnel, obligée d'accepter la reprise de nos trois camarades.

Il n'y a pas de question de recourir à la « conciliation » et à l'arbitrage. Il n'y a pas de besoin de « faire courir » des listes de souscription. En trois coups de cuillère à pot, la question a été résolue.

Alors, que voulez-vous, je pense à ces malheureux laveurs de voitures, en grève depuis plusieurs semaines, et que des « jaunes » remplacent à leur travail ; et je me dis que si les chauffeurs de taxis ne voulaient pas sortir leurs voitures, un beau matin, ou décideraient de les rentrer un beau matin, ou trouveraient peut-être plus vite le moyen de mettre fin au conflit...

Avec 50.000 bouches à nourrir, et une dépense de 20.000 fr. par jour minimum (« Peuple » du 13 juin 1937), la Fédération de l'Agriculture, vide sa caisse inutilement sans doute... Et pendant ce temps-là, les ouvriers agricoles repoussent des coups de crosses sur la tête et l'outillage de leur gouvernement, en voyant sous ce gouvernement de F. P. « fascistes et gardes mobiles s'unir fraternellement pour leur casser la gueule », dépendant que les officiers de gardes mobiles, ou de police, circulent à travers les villages... dans les voitures des patrons... (« Peuple » du 14 juin 1937).

Alors quoi ? Ça va durer longtemps cette comédie ? Va-t-on enfin faire la pause de la « Pause » ? et revenir à des méthodes d'action plus viriles ? Il serait temps, grand temps !

JULES HIOT.

LE « METALLO » A MENTI

Dans un article sur le « fascisme et la situation internationale » paru dans le « Métallo » de juin, Poirot, — un des secrétaires de l'Union des Métallurgistes — reprend à son compte toutes les calomnies déversées par la presse aux ordres du vénéré Staline, sur les derniers événements de Barcelone.

Je ne veux pas les réfuter. Le « Lib » l'a fait avec assez de force pour avoir convaincu tous les esprits sincères, c'est-à-dire tous ceux qui ne sont pas stalinistes.

De plus, Bernardino Pou, Fidel Miro et Cortés, hier, Garcia Olivier et Fédérica Montany, tout à l'heure, ont fait et feront justice devant le peuple parisien, de ces énormes calomnies.

Je n'aurais pas parlé de cet article — pas plus que je n'ai parlé de celui de Henaff dans la Vie Ouvrière du 13 mai — s'il était paru ailleurs que dans le Métallo.

Mais le « Métallo » — journal corporatif édité grâce aux cotisations des adhérents du syndicat — se doit de renseigner objectivement ses lecteurs. Un conflit a eu lieu en Catalogne. Sur les causes et le développement de ce conflit, la classe ouvrière française, dans sa grande majorité, ne connaît que ce que lui en a dit la presse bourgeoise ou politique.

Cependant, il serait facile de lui faire connaître la vérité. Il y a à Barcelone 2 centrales syndicales : C.N.T. et U.G.T. Le « Métallo » aurait pu envoyer un de ses rédacteurs auprès des camarades responsables des deux organisations syndicales et avoir ainsi des informations exactes. C'était simple, sans doute trop simple.

Il préfère accuser le « P.O.U.M. » et les organisations « ultra-gauchistes » ? C'est peut-être de la bonne politique, ce n'est pas digne d'un journal syndical.

Dans le même numéro du même journal, un vibrant appel est fait en faveur de l'organe communiste.

Sous le prétexte de défendre la presse ouvrière contre les trusts, on dit que le seul journal ouvrier est l'« Huma ». Pourquoi ? Parce que seule des quotidiens, elle est restée à 30 centimes.

Et lorsque le « Métallo », journal syndical, édité avec les gros sous des cotisations syndicales, insère une telle prose, il se fait le complice de l'attaque menée par l'organe communiste contre le « Peuple », organe de la C.G.T. ; il se fait le complice de l'attaque menée par le P.C. contre l'indépendance de la C.G.T.

Il n'y a pas que les communistes qui sont syndiqués. Faire de la propagande dans le « Métallo », pour l'organe du P.C., c'est créer la division au sein de l'organisation. Un seul quotidien doit être défendu dans les journaux corporatifs : le « Peuple », organe de la C.G.T.

GAM.